



## LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

### REVUE DE PRESSE SPÉCIALE « UR 2015 »

#### AGENCE FRANCE-PRESSE

- ✓ **PAGES 3&4** | « Bayrou toujours prêt à aider Juppé sans négliger l'option de sa propre candidature » | 24.09.2015
- ✓ **PAGE 5** | Bayrou : « les primaires, une prime aux grandes gueules » | 25.09.2015
- ✓ **PAGE 6** | Arabie Saoudite : Sarnez (MoDem) dénonce la timidité de la classe politique française | 25.09.2015
- ✓ **PAGE 7** | MoDem : « Sarnez plaide pour une présidentielle utile, Bayrou exhorte au rassemblement » | 25.09.2015
- ✓ **PAGE 8** | « Barnier en a ras-le-bol de voir certains de ses amis courir derrière Marine Le Pen » | 26.09.2015
- ✓ **PAGE 9** | « Frappes en Syrie : solidarité de Bayrou, qui anticipe des décisions plus importantes » | 27.09.2015
- ✓ **PAGES 10&11** | « Bayrou (MoDem) brandit le rassemblement pour 2017 tout en critiquant la primaire » | 27.09.2015

#### LE FIGARO

- ✓ **PAGES 12&13** | « Université de rentrée du MoDem : les confidences de François Bayrou » | 26.09.2015
- ✓ **PAGE 14** | « Université de rentrée du MoDem : ce que les militants attendent de François Bayrou » | 26.09.2015
- ✓ **PAGE 15** | « François Bayrou prône la reconstruction » | 26.09.2015
- ✓ **PAGE 16** | « Pour Michel Barnier, ouvrir le dialogue aux souverainistes est une nécessité » | 27.09.2015
- ✓ **PAGE 17** | « Devant le MoDem, Barnier plaide pour une alliance sincère entre la droite et le centre » | 27.09.2015
- ✓ **PAGE 18** | « Bayrou sonne la charge contre Hollande » | 28.09.2015

#### LE MONDE

- ✓ **PAGE 19** | « Bayrou prône un vote de sanction contre Hollande » | 29.09.2015

#### LIBÉRATION

- ✓ **PAGE 20** | « Régionales : François Bayrou fait de l'entrisme à droite » | 25.09.2015
- ✓ **PAGE 21** | « À Guidel, Bayrou se pose en recours anti-Sarkozy » | 26.09.2015

#### L'OPINION

- ✓ **PAGES 22&23** | « Bayrou, l'Élysée avec ou sans Juppé » | 25.09.2015
- ✓ **PAGE 24** | « Le temps mort de François Bayrou » | 28.09.2015

#### LA CROIX

- ✓ **PAGE 25** | « François Bayrou remet le cap à droite » | 25.09.2015
- ✓ **PAGE 26** | « Les militants du MoDem approuvent l'alliance à droite » | 28.09.2015

#### LES ÉCHOS

- ✓ **PAGE 27** | « Bayrou : opération Élysée, deuxième temps » | 25.09.2015

#### LE PARISIEN / AUJOURD'HUI EN FRANCE

- ✓ **PAGE 28** | « Les primaires donnent la prime aux grandes gueules » | 25.09.2015

- ✓ **PAGE 29** | « Ces militants centristes qui croient en Bayrou pour 2017 » | 27.09.2015

#### **MARIANNE**

- ✓ **PAGE 30** | « Bayrou, l'éternel recours » | 27.09.2015

#### **LE JOURNAL DU DIMANCHE**

- ✓ **PAGE 31** | « Bayrou doute des chances de Juppé et critique le principe de la primaire » | 27.09.2015

#### **LE FIGARO MAGAZINE**

- ✓ **PAGE 32** | « Bayrou en arbitre » | 25.09.2017

#### **ATLANTICO**

- ✓ **PAGES 33 À 38** | François Bayrou : la primaire veut que ce soit souvent les plus agressifs, les plus radicaux, les plus transgressifs qui sont choisis » | 27.09.2015

#### **QUEST FRANCE**

- ✓ **PAGES 39&40** | « Bayrou s'oppose à Hollande et rejette la primaire » | 25.09.2015
- ✓ **PAGE 41** | « Les centristes phosphorent à Guidel | 26.09.2015
- ✓ **PAGE 42** | « Le MoDem cogite sur les maux de la démocratie » | 27.09.2015

#### **LE TÉLÉGRAMME**

- ✓ **PAGE 43** | Bruno Joncour : « être indépendant pour être respecté » | 25.09.2015
- ✓ **PAGE 44** | « Le centre doit avoir sa juste place » | 28.09.2015

#### **LA DÉPÊCHE DU MIDI**

- ✓ **PAGE 45** | « Présidentielle : Bayrou candidat si... » | 25.09.2015

#### **FRANCE 3 BRETAGNE (reportage vidéo)**

- ✓ **LIEN CI-DESSOUS** | « L'université du MoDem à Guidel (56) : François Bayrou appelle au rassemblement » | 26.09.2015  
<http://france3-regions.francetvinfo.fr/bretagne/morbihan/l-universite-du-modem-guidel-56-nous-sommes-des-reconstructeurs-816337.html>

**Présentation :** France2015 | LesRépublicains | MoDem | UDI | partis | régionales | élections associé avec +

## Bayrou toujours prêt à "aider" Juppé sans négliger l'option de sa propre candidature

Paris, France | AFP | jeudi 24/09/2015 - 13:34 GMT | 637 mots

par Déborah CLAUDE

François Bayrou, qui réunit ses troupes ce week-end en Bretagne, est toujours "prêt à aider" Alain Juppé mais ne néglige pas l'option de se présenter lui-même si Nicolas Sarkozy remporte la primaire à droite.

Pour le maire de Pau et président du MoDem, déjà candidat trois fois à la présidentielle (2002, 2007 et 2012), "le paysage politique est en train d'exploser".

Depuis qu'Alain Juppé a annoncé sa candidature à la primaire l'an dernier, son voisin béarnais se dit "prêt à l'aider". Certes, il "n'est pas d'accord" avec lui "sur tous les sujets" mais il juge que le maire de Bordeaux est "le mieux placé".

Un soutien que le président de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde, juge toutefois "aléatoire", soupçonnant le président du MoDem de vouloir en fait se lancer à tout prix dans une quatrième aventure présidentielle. Non, rétorque Marielle de Sarnez, numéro deux du MoDem, ce soutien est "tout sauf aléatoire", il est "volontaire et déterminé".

Reste que depuis le retour de Nicolas Sarkozy il y a tout juste un an, François Bayrou ne fait pas mystère qu'il se lancera si l'ancien chef de l'Etat emporte la primaire. "Alors, je serai libre" est la formule répétée à l'envi, "libre" de représenter la famille politique centriste, actuellement éclatée entre l'UDI -qui connaît de gros tiraillements- et le MoDem.

Il se considère un peu comme "le chef de famille", d'autant plus que Jean-Louis Borloo s'est retiré de la vie monde politique. "Je ne me déroberai pas", assure-t-il encore.

L'invitation de François Bayrou début septembre au congrès du Parti radical -parti qui a quitté l'UMP en 2011 et constitue l'une des principales composantes de l'UDI- n'est pas passée inaperçue chez les centristes.

Le président du MoDem ne s'était pas rendu dans une telle enceinte depuis plus de dix ans... Il n'a pas boudé son plaisir et a appelé, devant ses anciens compagnons de route, à une "rupture" portée par des "gens équilibrés". "Il est trop content de trouver une porte d'entrée dans l'UDI", commentait alors un dirigeant centriste.

**- Lune de miel terminée avec Juppé? -**



Comme François Bayrou, les radicaux sont majoritairement réfractaires à l'idée de la primaire, qui avantage "le noyau dur" et "pousse à la division". En clair, ce mécanisme de sélection avantage Nicolas Sarkozy.

"Il rêve de la victoire de Sarkozy", glisse un dirigeant centriste, qui pointe le fait que François Bayrou ne s'est pas privé de critiquer les pistes lancées à la rentrée par Alain Juppé sur l'école.

Alors qu'on faisait remarquer au maire de Bordeaux qui présentait son livre devant quelques journalistes que M. Bayrou livrait un diagnostic "plus inquiet" sur l'éducation, il avait lâché, sec: "inquiet, ce n'est pas un programme !"

Il faut dire que, sur ce terrain, l'ancien ministre de l'Education est parti en guerre cette année contre la réforme du collège, appelant même à une manifestation nationale.

"Entre Juppé et Bayrou, la lune de miel a l'air terminée", glissait récemment à l'AFP un député Les Républicains. "Juppé en parle moins", ajoutait-il, rappelant l'épisode des sifflets à Bordeaux quand Juppé évoquait l'union avec le centre. "Dans l'électorat de droite, il reste celui qui a trahi" avec le choix de François Hollande en 2012, note un autre dirigeant centriste.

"Il veut être candidat coûte que coûte. Et pour quelqu'un qui est censé défendre Juppé, il ne le fait pas", souligne un élu PS de sa région. Un de ceux qui l'a longtemps côtoyé livre encore une autre analyse: "Il n'a pas envie d'y aller mais il veut avoir une influence déterminante".

A Guidel (Morbihan), il recevra l'ancien commissaire européen Michel Barnier, et aussi l'ancienne magistrate Laurence Vichnievsky, qui a pris ses distances avec EELV. Intitulé du week-end: "Renouveau de la France, renouveau de l'Europe", avec des débats sur les réfugiés, l'école, la croissance, le défi climatique ou encore le modèle agricole.

dec/frd/pad

© 1994-2015 Agence France-Presse



Référence document [HTTP://DOC.AFP.COM/4Q9VO](http://doc.afp.com/4Q9VO)

SLUG FRANCE2015 - LESRÉPUBLICAINS - MODEM - UDI - PARTIS -  
RÉGIONALES - ÉLECTIONS

Date de création 24/09/2015 15:34

Pays FRANCE

Ville PARIS

Crédit DÉBORAH CLAUDE / © 1994-2015 AGENCE FRANCE-PRESSE



France2015 | LesRépublicains | MoDem | UDI | partis | régionales | élections

# Bayrou : les primaires, "une prime aux grandes gueules"

Paris, France | AFP | vendredi 25/09/2015 - 01:07 GMT | 291 mots

Le président du Modem François Bayrou juge le principe des primaires "contraire" aux institutions de la Ve République, estimant qu'elles donnent "une prime aux grandes gueules", dans un entretien au Parisien/Aujourd'hui de vendredi.

En dépit de ces réserves, l'ancien candidat à la présidentielle réitère son soutien à Alain Juppé, candidat aux primaires qu'organiserait le parti Les Républicains pour désigner son candidat à la présidentielle de 2017.

Mais le maire de Pau avoue ne pas partager l'avis de son collègue de Bordeaux sur les primaires.

"Pour moi, les primaires sont à peu près le contraire de nos institutions ! Que voulait le général de Gaulle ? Il voulait enlever aux partis le choix du président, pour le hisser au-dessus de la mêlée. Que font ses héritiers ? Ils rendent le choix du président à un clan ou à un camp ! A une partie du pays contre l'autre ! Or, plus on divise le pays, moins on a de chances de le réformer", plaide François Bayrou.

"Je regarde ce qui se passe dans la primaire des Républicains aux Etats-Unis : c'est (Donald) Trump qui mène parce qu'il dit des horreurs - injures, sexisme - sur tout le monde. La primaire donne une prime aux grandes gueules", affirme le président du Modem, dont l'université de rentrée se tient de vendredi à dimanche au Guidel (Morbihan).

"Pour autant, je considère qu'Alain Juppé est le mieux placé pour rassembler", ajoute M. Bayrou, qui n'a jamais fait mystère qu'il se lancerait dans la course si la primaire était remportée par l'ancien chef de l'Etat et actuel président des Républicains Nicolas Sarkozy.

"Je jugerai de ma responsabilité..." se contente-t-il de répondre au Parisien qui lui demande ce qu'il ferait si Alain Juppé n'était pas désigné.

dar/sma

© 1994-2015 Agence France-Presse



Référence document [HTTP://DOC.AFP.COM/4S4UB](http://DOC.AFP.COM/4S4UB)

Arabie | MoDem | droitsHomme | exécution | partis

# Arabie Saoudite: Sarnez (MoDem) dénonce la "timidité" de la classe politique française

Guidel, France | AFP | vendredi 25/09/2015 - 17:52 GMT | 241 mots

La numéro deux du MoDem et députée européenne Marielle de Sarnez a dénoncé vendredi "la timidité" de la classe politique, notamment française, face à une barbarie d'Etat" en Arabie Saoudite avec la menace d'exécution d'un jeune saoudien.

"On pense tous à l'atrocité qui a été vécue à La Mecque (...) mais je ne peux pas ne pas penser au jeune Ali", a-t-elle lancé à l'ouverture des universités de rentrée du MoDem à Guidel (Morbihan).

Elle a ensuite dénoncé ce qu'elle considère comme "une barbarie d'Etat". Et, a-t-elle ajouté, "en même temps l'Arabie Saoudite a été nommée avec le feu vert de la France au comité pour les droits de l'Homme à l'ONU".

"La classe politique française, les partis politiques français, les intellectuels, les écrivains, les grandes consciences, les Européens, les Américains sont bien timides en face de l'Arabie Saoudite", a-t-elle protesté.

La menace d'exécution du jeune chiite Ali al-Nimr a suscité depuis quelques jours l'indignation des responsables politiques français, les voix se faisant de plus en plus nombreuses pour réclamer davantage de fermeté vis-à-vis de l'Arabie saoudite.

Le père du jeune Saoudien de 21 ans condamné à mort et en attente d'être exécuté a appelé mercredi le roi Salmane à épargner la vie de son fils, arrêté à 17 ans en février 2012 pour avoir manifesté contre les autorités. Des appels émanant d'organisations des droits de l'Homme et de nombreux pays se sont multipliés pour empêcher cette exécution par décapitation.

dec/frd/bw

© 1994-2015 Agence France-Presse



Référence document [HTTP://DOC.AFP.COM/4T16J](http://doc.afp.com/4T16J)

SLUG ARABIE - MODEM - DROITSHOMME - EXECUTION - PARTIS

Date de création 25/09/2015 19:52

Pays FRANCE



France2015 | LesRépublicains | MoDem | partis | élections associé avec +

## MoDem: Sarnez plaide pour une présidentielle "utile", Bayrou exhorte au "rassemblement"

Guidel, France | AFP | vendredi 25/09/2015 - 18:34 GMT | 341 mots

La numéro deux du MoDem Marielle de Sarnez a plaidé vendredi pour "une présidentielle utile" en 2017 quand François Bayrou a lui parlé "rassemblement" en ouvrant vendredi les universités de rentrée du MoDem en Bretagne.

"Si j'ai une obsession c'est que la prochaine élection présidentielle soit utile au pays, pas comme l'ensemble des dernières élections présidentielles que nous avons passé", a-t-elle dit.

"Cela veut dire pouvoir être capable au lendemain de cette élection présidentielle de faire bouger les lignes", a-t-elle expliqué. "Pouvoir être capable d'avoir des partis politiques du champ démocratique qui se mettront d'accord sur trois, quatre grandes questions pour avancer ensemble", a-t-elle ajouté.

"Si nous sommes capables d'être le levier de ce renouveau nécessaire pour le pays, alors les extrêmes baisseront", a-t-elle pronostiqué.

Elle a par ailleurs qualifié le paysage politique de "désolant" car "émietté" et "fracturé".

Marielle de Sarnez, qui s'exprime traditionnellement à la fin des universités de rentrée, l'a fait vendredi car elle sera présente dimanche au grand meeting de Valérie Pécresse, tête de liste Les Républicains en Ile-de-France.

De son côté, le président du MoDem, François Bayrou, a parlé "rassemblement". Alors que le MoDem est allié quasiment partout avec le parti Les Républicains, il a expliqué que le MoDem avait choisi "une démarche de rassemblement" pour ces élections.

Il a redit son opposition, de longue date, au système de la primaire mais a pris soin de préciser: "sur le mécanisme, pas sur ceux qui s'y présentent". Un mécanisme "dont je ne suis pas sûr qu'il puisse conduire +au bon choix+", a-t-il dit, utilisant une expression usitée par l'ancien président Giscard d'Estaing.

François Bayrou dit depuis un an qu'il est "prêt à aider" l'ancien Premier ministre Alain Juppé en vue de 2017 mais qu'il ne se "dérobent pas" si Nicolas Sarkozy remporte la primaire à droite.

Nous devons "être un pôle de stabilité et d'unité", a-t-il encore plaidé. "Nous sommes des reconstructeurs", a-t-il lancé devant quelque 2 à 300 militants du MoDem. Les universités de rentrée se tiennent jusqu'à dimanche, 600 personnes y sont inscrites pour le week-end.

dec/frd/bw



FN | LesRépublicains | MoDem | UE | partis

# Barnier en a "ras-le-bol" de voir "certains de ses amis" courir derrière Marine Le Pen

Guidel, France | AFP | samedi 26/09/2015 - 10:54 GMT | 254 mots

L'ancien ministre et commissaire européen Michel Barnier (Les Républicains) a fustigé samedi "certains de ses amis qui courent derrière Marine Le Pen", lors de l'université de rentrée du MoDem, où il était invité.

"Je n'accepte pas de recevoir des leçons de patriotisme de Mme Le Pen", a lancé M. Barnier lors d'une table ronde intitulée "les démocraties françaises et européenne à l'épreuve du doute".

"Et j'en ai ras-le-bol aussi de voir certains de mes amis courir après elle, comme si on pouvait la rattraper alors qu'on ne la rattrapera pas", a-t-il ajouté sans citer personne nommément, s'attirant une salve d'applaudissements d'adhérents du MoDem.

Devant ce parterre centriste, M. Barnier a exhorté à être "européen" et "patriote et fier de l'être", pour ne pas être "sous-traitant ou sous influence des Chinois et des Américains".

Et cet ancien commissaire européen a réaffirmé qu'il fallait "faire fonctionner Schengen" plutôt que de le "supprimer".

Il y a quelques mois, M. Barnier a été éconduit aux régionales où il espérait être la tête de liste pour la région Auvergne-Rhône-Alpes, au profit de Laurent Wauquiez, investi par le parti. Malgré les cris d'orfraie poussés par les centristes lors de cette désignation, tant l'UDI que le MoDem se sont finalement ralliés au député-maire Les Républicains du Puy-en-Velay (Haute-Loire).

Dans la course à la primaire de la droite et du centre en vue de la présidentielle de 2017, l'ancien commissaire européen a annoncé début juillet son soutien à Bruno Le Maire, si le député LR de l'Eure était officiellement candidat.

dec/ic/jag

© 1994-2015 Agence France-Presse



Référence document [HTTP://DOC.AFP.COM/4T4O2](http://DOC.AFP.COM/4T4O2)

SLUG FN - LESRÉPUBLICAINS - MODEM - UE - PARTIS

Date de création 26/09/2015 12:54



France | MoDem | Syrie | combats | défense | partis associé avec +

## Frappes en Syrie: "solidarité" de Bayrou, qui anticipe des "décisions plus importantes"

Guidel, France | AFP | dimanche 27/09/2015 - 09:57 GMT | 244 mots

Le président du MoDem, François Bayrou, a exprimé dimanche sa "solidarité" après les frappes françaises en Syrie, en estimant qu'il y aura "des décisions encore plus importantes à prendre".

"Ce terrorisme-là, cette volonté d'écraser tout ce qu'il y a de divers, d'humain, de libre, mérite en effet que nous unissions nos forces contre ces exactions", a lancé le président du MoDem en commençant son discours de clôture des universités de rentrée du parti centriste à Guidel (Morbihan).

"Cela exige une double solidarité, entre Nations et forces qui veulent réduire le pire du pire, et solidarité à l'intérieur de notre pays entre les sensibilités différentes qui animent le débat démocratique français", a-t-il fait valoir devant plusieurs centaines de militants du MoDem.

"Cette solidarité, je crois qu'elle ne devra pas s'arrêter à des seules frappes aériennes, il y aura un jour des décisions encore plus importantes à prendre", a souligné M. Bayrou.

"Je souhaite que le climat d'union nationale, qui je n'en doute pas va s'exprimer aujourd'hui, soit le jour de ces décisions aussi présent et actif, quels que soient ceux qui à cette époque seront en charge des destinées de la France", a encore souhaité cet ancien candidat à la présidence de la République.

La France a mené ses premières "frappes" aériennes contre le groupe Etat islamique (EI) en Syrie, au nom de sa "sécurité nationale" et après deux semaines de vols de reconnaissance au-dessus du territoire syrien, a annoncé dimanche l'Elysée dans un communiqué.

dec/ic/it

© 1994-2015 Agence France-Presse



Référence document [HTTP://DOC.AFP.COM/4T9LF](http://doc.afp.com/4T9LF)

SLUG FRANCE - MODEM - SYRIE - COMBATS - DÉFENSE - PARTIS

Date de création 27/09/2015 11:57

Pays FRANCE

**Papier Général :** France2015 | LesRépublicains | MoDem | UDI | partis | régionales | élections associé avec +

# Bayrou brandit "le rassemblement" pour 2017 tout en critiquant la primaire

Guidel, France | AFP | dimanche 27/09/2015 - 15:30 GMT | 623 mots

par Déborah CLAUDE

François Bayrou a brandi dimanche "la démarche de rassemblement" du MoDem pour 2017, tout en critiquant de plus en plus le mécanisme de primaire dans lequel est engagé Alain Juppé, qu'il se dit prêt à aider sans sacrifier le cas échéant sa candidature présidentielle.

En clôture des universités de rentrée du MoDem à Guidel (Morbihan), le maire de Pau a insisté sur "cette démarche" consistant à "se rassembler" avec d'autres "suffisamment proches" pour mener une action "cohérente".

En l'occurrence Alain Juppé, maire Les Républicains (LR) de Bordeaux, avec qui François Bayrou, a, en dehors du voisinage géographique, d'anciennes et solides affinités politiques.

Reste que le président du MoDem ne cite jamais son nom. Seule concession dimanche une phrase de Charles de Gaulle, que Alain Juppé répète souvent ces derniers mois: "la France, ce n'est pas la gauche, la France ce n'est pas la droite", "la France c'est tous les Français".

Mais cette phrase de 1965, le maire de Pau l'a utilisée pour critiquer le mécanisme de la primaire, "prime aux grandes gueules" selon sa formule dans un quotidien samedi.

Lui a depuis longtemps exclu d'y participer, même si c'est officiellement la primaire de la droite et du centre, convaincu que ce processus signifie que "vous vous rangez dans un camp" et favorise le noyau dur des militants, donc a priori Nicolas Sarkozy.

Ce mode de sélection représente un "aléa", "un risque", a-t-il aussi observé dimanche devant plusieurs centaines de militants. Manière de répondre également à ceux, comme le président de l'UDI Jean-Christophe Lagarde, qui a récemment jugé "aléatoire" son soutien au maire de Bordeaux.

"Je crois au candidat, pas au mécanisme", a pris soin d'affirmer François Bayrou à la presse en marge des discours officiels, comme pour désamorcer les critiques de ceux qui interprètent sa défiance envers les primaires comme un manque de confiance dans la victoire d'Alain Juppé.

"Je souhaite que cela marche", a-t-il assuré, présentant son rôle auprès de l'ancien Premier ministre comme celui d'un "ami", d'un "soutien", d'une "influence".



**- 'Abnégation, pas sacrifice' -**

"Abnégation pas sacrifice", a-t-il résumé à Guidel, redisant qu'il prendrait "ses responsabilités" dans le cas où Alain Juppé perdrait la primaire et où Nicolas Sarkozy l'emporterait.

Il n'a d'ailleurs pas rencontré l'ancien chef de l'Etat depuis 2009, a-t-il précisé au cours du week-end à la presse.

"C'est important de dire son choix avant", a-t-il aussi glissé.

C'est ainsi que l'a compris Tanguy, jeune prof d'histoire-géographie. "Il a annoncé la couleur, je trouve que c'est une position claire. J'irai voter Juppé à la primaire", explique ce militant MoDem à l'AFP. Et d'ajouter: "Et si c'est Sarkozy, je me mettrai à genoux pour que Bayrou aille se présenter!"

Mais "au fond", analyse-t-il, "je pense qu'il préférerait ne pas avoir à y aller". C'est ce que livrait récemment à l'AFP l'un de ceux qui a longtemps côtoyé François Bayrou: "Il n'a pas envie d'y aller mais il veut avoir une influence déterminante."

Entre les débats sur les migrants, l'école, ou encore l'agriculture se sont tenues plus discrètement des réunions de réglage sur les régionales. Le MoDem est quasiment allié partout avec le parti Les Républicains, notamment avec les députés Laurent Wauquiez en Rhône-Alpes-Auvergne ou Christian Estrosi en Paca.

Cela coince encore en Bretagne avec le député Marc Le Fur, tête de liste LR. "Un accord à tout prix ne doit pas être un accord à n'importe quel prix", a prévenu dimanche à la tribune Bruno Joncour, maire MoDem de Saint-Brieuc.

En Bourgogne-Franche-Comté, le MoDem a décidé de se lancer seul, pour l'instant.

Pourtant, selon François Bayrou, le MoDem a reçu en plusieurs endroits des propositions "nombreuses" et "flatteuses" de l'actuelle majorité. Mais, rangé dans l'opposition, il a appelé à un vote sanction de la gauche au pouvoir.

dec/ic/fm

© 1994-2015 Agence France-Presse



Référence document [HTTP://DOC.AFP.COM/4T9GS](http://doc.afp.com/4T9GS)

SLUG FRANCE2015 - LESRÉPUBLICAINS - MODEM - UDI - PARTIS -  
RÉGIONALES - ÉLECTIONS

Date de création 27/09/2015 17:30

Pays FRANCE

## Université de rentrée du MoDem: les confidences de François Bayrou



<http://www.lefigaro.fr/politique/2015/09/26/01002-20150926ARTFIG00148-universite-de-rentree-du-modem-les-confidences-de-francois-bayrou.php>

Samedi, lors de l'Université de rentrée du MoDem à Guidel (Morbihan), François Bayrou s'est livré à quelques confidences, le temps d'un déjeuner. «Je n'ai pas dit que je ne m'intéressais pas à la présidentielle», a-t-il notamment glissé. Morceaux choisis.

*De notre envoyé spécial.*

- «Nous sommes Barristes!»

Lorsque le serveur du restaurant du Belambra interroge les invités pour savoir si le filet de bar comme plat du jour ne dérange personne, Marielle de Sarnez, vice-présidente du MoDem, s'exclame: «On adore Barre!» François Bayrou, président du mouvement acquiesce et enchaîne: «Nous sommes Barristes!»

- 1 million

C'est le budget annuel du MoDem. Bayrou a également confié que le patrimoine du mouvement (le MoDem est propriétaire de son siège à Paris) lui garantissait son indépendance. Les 600 personnes inscrites à Guidel ont payé chacune la coquette somme de 250 euros pour pouvoir participer à l'université. Le MoDem revendique 15.000 adhérents.

- Changer la forme des partis politiques

Il en est convaincu: il faut changer la forme des partis politiques. Tout en reconnaissant ne pas être encore parvenu à créer le modèle auquel il pense, François Bayrou estime que celui-ci pourrait s'appuyer sur quatre développements: le réseau, les sympathies sans adhésion, des sélections d'élus en dehors des fédérations, et la formation.

- Financement des partis politiques

La question du financement des partis politiques restera l'une de ses «innombrables déceptions». Constatant que François Hollande n'a rien fait dans ce domaine, François Bayrou a ajouté: «Je lui avais pourtant dit que cela était vital».

- 300 000 «followers»

Le président du MoDem n'est pas peu fier d'avoir 300 000 followers ou abonnés. Il a revendiqué ce chiffre en expliquant qu'une campagne présidentielle doit pouvoir compter sur une «crédibilité» nécessaire pour pouvoir s'exprimer à la télé et toucher l'opinion via internet. Il estime que son mouvement a «les moyens de toucher».

- «La majorité de gauche a trahi»

François Bayrou considère que la majorité de gauche a «trahi» non seulement ses engagements de campagne mais également, et cela semble plus grave à ses yeux, une «nécessité historique». Il a évoqué deux exemples de promesses non tenues par François Hollande, présentes dans sa tirade «Moi, Président...»: l'abandon de la proportionnelle<sup>1</sup> et son engagement à ne pas recevoir les partis politiques à l'Elysée. «Il a reçu Bennahmias<sup>2</sup> neuf fois!» a compté François Bayrou, en évoquant l'ex-MoDem, créateur du Front démocrate<sup>3</sup> après avoir soutenu le PS à Marseille. Bayrou croit qu'il existe une différence de conception de la présidence de la République entre lui et François Hollande. «Je crois que la fonction est historique, lui croit qu'elle est politique», note-t-il.

- Régionales: des alliances au nom du «réel»

Interrogé sur la difficulté de concilier indépendance et alliance avec des listes de droite dans le cadre des régionales, François Bayrou s'est défendu en avançant plusieurs arguments. Reconnaisant que ces alliances sont faites «plus ou moins de bon gré», il a estimé que la confrontation au «réel» pouvait imposer des choix. Il a également cité l'exemple de Pau, la ville dont il est maire, en racontant que les UMP qui avaient «juré, à tous les échelons local, régional et national» qu'ils ne le rejoindraient pas, ont fini par venir. «Copé m'avait appelé en me disant: moi, je suis un pragmatique» a raconté le président du MoDem. Concernant les éventuels contacts avec la gauche, juste avant d'expliquer que le PS du Nord-Pas-de-Calais ne correspondait pas à l'idée qu'il se faisait de «l'idéal politique», il a ajouté: «Nous avons eu des propositions nombreuses et flatteuses... la réponse est non».

- Le Drian

Quand on lui demande si le ministre Jean-Yves Le Drian, possible ou probable candidat aux régionales en Bretagne<sup>4</sup>, l'a contacté, François



Bayrou ne dit pas «non». Et sans pour autant dire «oui», il évoque des liens anciens avec l'homme et la Bretagne. «La situation en Bretagne est la suivante, raconte-t-il: le Centre n'a pas pu tenir le terrain et le PS a occupé le terrain du Centre. Ils le savent bien. D'ailleurs, j'étais avec Le Pensec (Louis Le Pensec, ancien sénateur et ministre PS, *ndlr*), dans l'avion, hier soir...»

#### • Périclès

«Être libre ou se reposer, il faut choisir». Quand tout le monde se demande s'il sera candidat à la présidentielle en 2017, François Bayrou cite Périclès.

#### • «Ni droite, ni gauche»

Concernant l'hypothèse d'un retour de François Bayrou à droite, notamment à l'occasion des régionales, l'intéressé dément catégoriquement: «Ce n'est pas vrai» insiste-t-il, en expliquant que le fait de ne se situer dans aucun camp était une manière de défendre la nécessité du pluralisme et du rassemblement. Aussi, son refus de participer à la primaire de la droite repose sur la même logique. Selon lui, en accepter le principe, serait accepter l'idée même des camps.

#### • Le décalogue de Séguéla

Pour François Bayrou, le publicitaire Jacques Séguéla n'a écrit «qu'une seule chose intelligente dans sa vie» et c'était dans son décalogue de l'élection présidentielle. Rappeler qu'à la présidentielle, on ne vote pas pour une idée mais pour une personne, est une idée que le président du MoDem partage totalement.

#### • Pas de coup fil à Hollande en 2012

Retour sur sa décision de soutenir François Hollande en 2012. François Bayrou affirme: «Je n'ai rien négocié avec lui. Je n'ai même pas passé un coup de fil. Prendre ses responsabilités, cela impose un certain honneur.»

#### • Un «sujet de confrontation» avec Sarkozy

Tout en soulignant qu'il n'a pas vu Nicolas Sarkozy depuis 2009, François Bayrou s'oppose au «style» de Nicolas Sarkozy et reconnaît que cela constitue un «sujet de confrontation» avec lui. Selon lui, ce style «met en avant l'agressivité et le clivage». Pour lui, adopter un tel positionnement, c'est «s'interdire de gouverner».

#### • 60 à 80 réfugiés à Pau

Au sujet de l'accueil des réfugiés dans sa ville, le maire de Pau dit avoir agi et réagi en tant que «maire», «père de famille», «citoyen», «homme politique»... Il explique que le nombre de réfugiés accueillis correspond au quart du nombre prévu sur l'ensemble des Pyrénées-Atlantiques. Cela représente 60 à 80 personnes ou 25 familles. «Je suis sûr de pouvoir les accueillir, les loger et les scolariser» a-t-il expliqué.

#### • La question Juppé

A Guidel, le président du MoDem a répété qu'il soutiendrait Alain Juppé si celui-ci emportait la primaire à droite. Il a précisé qu'il pourrait jouer un rôle d'«ami» et de «soutien influent». Il a également précisé qu'il pouvait croire en Juppé comme candidat tout en restant «interrogatif» sur le mécanisme de cette primaire. Puis, juste avant de quitter la table du Belambra pour rejoindre un débat en plénière sur l'économie française, la zone euro et le défi de la croissance, François Bayrou a ajouté une phrase que chacun interprètera à sa guise: «Je n'ai pas dit que je ne m'intéressais pas à la présidentielle.»

### La rédaction vous conseille :

François Bayrou prône la «reconstruction»<sup>5</sup>

2017: la surprise serait que Bayrou ne se présente pas!<sup>6</sup>

Présidentielle: et si les centristes lâchaient Les Républicains<sup>7</sup>

Et si la primaire se jouait plus à droite que prévu<sup>8</sup>



**Emmanuel Galiero**

auteur **30 abonnés**

Journaliste

#### Liens:

- 1 <http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/couacs/2014/12/30/25005-20141230ARTFIG00147-hollande-pret-a-renoncer-a-sa-promesse-d-une-dose-de-proportionnelle-aux-legislatives.php>
- 2 <http://plus.lefigaro.fr/tag/jean-luc-benhamias>
- 3 <http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/citations/2014/08/05/25002-20140805ARTFIG00269-le-front-democrate-nouveau-parti-de-jean-luc-benhamias.php>
- 4 <http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/couilluses/2015/05/13/25006-20150513ARTFIG00360-regionales-jean-yves-le-drian-s-engage-en-bretagne.php>
- 5 <http://www.lefigaro.fr/politique/2015/09/25/01002-20150925ARTFIG00220-francois-bayrou-prone-la-reconstruction.php>
- 6 <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2015/09/21/31001-20150921ARTFIG00191-2017-la-surprise-serait-que-bayrou-ne-se-presente-pas.php>
- 7 <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2015/09/08/31001-20150908ARTFIG00213-presidentielle-et-si-les-centristes-lachent-les-republicains.php>
- 8 <http://www.lefigaro.fr/politique/2015/08/31/01002-20150831ARTFIG00322-et-si-la-primarie-se-jouait-plus-a-droite-que-prevu.php>



Le Figaro.fr

samedi 26 septembre 2015 - 20:19 UTC +02:00

Actualité

## Université de rentrée du MoDem : ce que les militants attendent de François Bayrou

Galiero, Emmanuel

### Adhérents et sympathisants du parti centriste se retrouvent de vendredi à dimanche à Guidel dans le Morbihan à l'occasion de l'université de rentrée du MoDem.

Ils marchent, sous le soleil, dans les allées du club Belambra à Guidel. Ils sont venus en Bretagne pour écouter les idées du MoDem, entendre et voir François Bayrou de près. Parfois, ils portent un badge sur lequel un logo circulaire de couleur orange vous indique que le centre est ici, justement au centre. Philippe, un enseignant de 31 ans, a suivi la plénière sur l'éducation et s'apprête à suivre celle consacrée à l'écologie. Sympathisant depuis plusieurs années, il est adhérent du MoDem depuis seulement trois mois. Il avoue être venu à Guidel pour «Bayrou» et le «discours de modération» de son mouvement «que l'on n'entend pas beaucoup aujourd'hui».

D'ailleurs, Philippe aimerait que le MoDem «reprenne toute sa place» dans le paysage politique parce que, selon lui, on ne l'entend «pas assez par rapport à la qualité de ce qu'il propose.» S'il apprécie la personnalité d'Alain Juppé, que le président du MoDem s'est engagé à soutenir en cas de qualification pour la présidentielle, il espère que François Bayrou se déclarera sous ses propres couleurs.

Laurence, 45 ans, élue à la mairie de Strasbourg où elle est membre de l'opposition, est consultante. Elle est sensible à l'écologie et elle n'a jamais adhéré à un parti avant le MoDem mais elle pense que le centrisme constitue un «grand mouvement» en France. Elle se retrouve dans les idées du MoDem car, à ses yeux, le monde est «complexe» et les «réponses simplistes» ne suffisent pas. Au-delà des «vraies positions» d'un MoDem qui ne lui semble pas «tiède», Laurence pense aussi que François Bayrou est «fidèle à ce qu'il dit». Elle souhaite qu'il le reste. «Je sais que cela l'a desservi par le passé mais il faut qu'il continue à tenir des discours honnêtes et francs, comme il l'a toujours fait.»

Serge, 79 ans, est un fidèle «bayrouiste». Depuis toujours. C'est à dire 30 ans, bien avant la création du MoDem. En vérité, il se dit séduit par «l'homme» et le «catholique». Ingénieur en chaudronnerie, il donne parfois un peu de son temps de retraité pour tracter. «Je suis réaliste. Je sais que notre constitution ne nous permet pas le centrisme» confie-t-il. Ce qu'il attend du MoDem? «Une position éloignée des excès de chaque côté». Quant à Bayrou, il compte sur sa capacité à «fédérer», à «cristalliser les centristes». Puis, ce lecteur du journal *La Croix*, père de trois enfants et grand-père plein d'espérance ajoute: «Il a sans doute suffisamment de réseaux pour pouvoir le faire».

#### Note(s) :

Mise à jour : 2015-09-26 20:19 UTC +02:00

© 2015 Le Figaro.fr. Tous droits réservés.

Numéro de document : news·20150926·LFF·20150926artfig00161

**PUBLI-©** news·20150926·LFF·20150926artfig00161

Ce certificat est émis à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : **2015-09-28**

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



# François Bayrou prône la « reconstruction »

Le président du MoDem, qui tient son université de rentrée à Guidel (Morbihan), insiste sur sa volonté de rassembler.

EMMANUEL GALIERO [egaliero@lefigaro.fr](mailto:egaliero@lefigaro.fr)

**CENTRE** « Nous avons la chance d'être rassemblés, unis et indépendants. » Dans la bouche de François Bayrou, président du MoDem, ce triptyque est un atout essentiel dans le contexte politique actuel. Samedi à Guidel (Morbihan) et surtout dimanche lorsqu'il fera le bilan de l'université de rentrée et tracera les axes de son mouvement dans son discours de clôture, l'ancien candidat à l'Élysée ne manquera pas de rappeler son « *idée fondatrice* » de la « reconstruction ».

Au-delà du soutien ferme qu'il accorderait à Alain Juppé si celui-ci était candidat à la présidentielle dans la foulée d'une victoire à la primaire de la droite, le maire de Pau croit que l'indépendance du MoDem serait « *une arme formida-*

*ble* » pour le maire de Bordeaux. Mais en cas d'élimination de Juppé, Bayrou laisse entendre qu'il ne se dérobera pas à une quatrième candidature à la présidence de la République en 2017. Ce sera alors pour lui une question de « *responsabilité* ».

« Nous devons changer les pratiques politiques et les règles institutionnelles », martèle-t-il. À ses yeux, de nombreux dysfonctionnements « *favorisent la démagogie* ». L'ancien ministre veut donc en finir avec les carcans. Il préconise un nouveau cadre pour permettre aux politiques de gouverner sans se préoccuper de leur avenir personnel.

« Le courage de faire des réformes impopulaires fait défaut car lorsque vous perdez les élections, vous perdez tout, vous risquez d'être complètement éliminé », déplore-t-il. À l'inverse, il renvoie au

système allemand, avec une part de proportionnelle, qui a permis au Parti social-démocrate (SPD) de résister malgré la défaite après les profondes réformes engagées par Gerhard Schröder, notamment la refonte Hartz du marché du travail entre 2003 et 2005. En France, après trois ans de pouvoir socialiste, Bayrou juge le PS « *en miettes* », n'imaginant pas François Hollande en capacité de se qualifier pour le second tour de la présidentielle en 2017 et prédit dix années de traversée du désert aux socialistes.

### « Conception partisane »

Le président du Mouvement démocrate pointe comme autre frein aux réformes une « *conception partisane* ». La primaire organisée par les Républicains, et à laquelle il refuse de participer, ne lui semble pas à l'abri d'une telle tentation



François Bayrou mise sur une victoire d'Alain Juppé à la primaire. ROZ GAZKA/AFP

clanique. Il avait mis en garde Juppé contre un scrutin qui risque, selon lui, de favoriser le noyau dur des sarkozystes. Marielle de Sarnez, vice-présidente du MoDem, considère que cette approche engendre un pouvoir « *inadapté face à l'immensité des défis et des problèmes* ». François Bayrou invoque un principe d'inspiration gaullienne : « *La France est une entité de rassemblement, pas de camps.* »

L'élue centriste se voit comme un pos-

sible pivot de la « *reconstitution d'une famille politique d'équilibre* » qu'il appelle de ses vœux depuis longtemps. Aujourd'hui, il mise sur une victoire d'Alain Juppé à la primaire et se dit prêt à l'« *aider à gouverner* ». Pour Bayrou, les maux de la France ne sont pas dus à l'Europe ou à la mondialisation mais sont le fruit de ses propres « *indécisions* ». Et il avertit : « *Il n'y aura pas de reconstruction possible sans prise de conscience des problèmes internes du pays.* » ■

LE TALK



ROGER KAROUTCHI, vendredi, dans le studio du Figaro.

## Karoutchi : « Péresse fait le job »

Le sénateur LR des Hauts-de-Seine a dénoncé le « sectarisme » de François Hollande.

SOPHIE HUET [@sohuet1](https://twitter.com/sohuet1)

**DROITE** « C'est un gouvernement de théoriciens sectaires qui échoue. » Invité vendredi du « Talk Le Figaro », Roger Karoutchi (LR) a dénoncé « un système Docteur Jekyll et M. Hyde, où l'on nous met Emmanuel Macron pour essayer des idées plus libérales mais il est immédiatement recadré ».

Le sénateur des Hauts-de-Seine a qualifié François Hollande de « *sectaire* », jugeant que « le système est ver-

rouillé » et qu'il « *n'y aura pas de primauté* » à gauche avant 2017.

L'élue francilien, qui a enterré la hache de guerre avec Valérie Pécresse, la tête de liste régionale de la droite et du centre en Île-de-France, se rendra dimanche au grand meeting de lancement de la campagne de la députée des Yvelines à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne). Sarkozy, Juppé, Fillon et Le Maire seront présents à la tribune pour soutenir la candidate, qui sera entourée des élus UDI et MoDem qui la soutiennent. « *C'est le signe que Valérie Pécresse a fait*

*l'unité. (...) Elle a fait le job magnifiquement depuis plusieurs années. Elle est partout, elle connaît bien les dossiers d'Île-de-France, elle a rassemblé. Il faut qu'elle gagne parce que cette région a besoin d'un vrai leader qui change la donne.* », a déclaré Karoutchi, qui a ajouté : « *Ce sera un signe très fort si cette région bascule.* »

Au lendemain de la dernière session plénière du conseil régional d'Île-de-France, au cours de laquelle le président PS sortant, Jean-Paul Huchon, après une ovation debout de tous les élus, de droite comme de gauche, pour saluer ses dix-

sept ans de règne, a lâché : « *L'alternance est sûrement une bonne chose, j'en suis venu à le penser aussi.* », Roger Karoutchi a affirmé : « *J'ai une estime personnelle pour Huchon, même si je n'ai jamais voté pour lui. (...) Il avait une majorité disparate.* » La petite phrase d'Huchon a mis du baume au cœur de l'équipe Pécresse.

Présent à cette session d'adieu, Karoutchi dénonçait hors micro « le sectarisme » de Claude Bartolone, le candidat PS aux régionales en Île-de-France, poursuivant, à l'adresse des élus de gauche : « *Ils ont tellement maltraité Huchon...* » ■



DOLCE & GABBANA





Le Figaro.fr

dimanche 27 septembre 2015 - 11:24 UTC +02:00

Actualité

## Pour Michel Barnier, ouvrir le dialogue aux souverainistes est une nécessité

Galiero, Emmanuel

**L'ancien ministre Michel Barnier a participé, samedi, à la deuxième réunion plénière du MoDem à Guidel (Morbihan), dans le cadre de l'université de rentrée du mouvement et à l'invitation de François Bayrou.**

En sa qualité d'ancien Commissaire européen, Michel Barnier était attendu, samedi, à l'université du MoDem. Certains guettaient avec impatience son intervention sur un thème brûlant, résumé en un titre: «Démocraties française et européenne à l'épreuve du doute».

En pleine crise des migrants, alors que les partis souverainistes prennent de plus en plus de place au parlement de Strasbourg et que la défiance vis-à-vis de l'Union européenne ne cesse de s'amplifier, le MoDem a jugé la question incontournable et plus importante que l'actualité des élections régionales.

### Parler aux souverainistes

Pour Michel Barnier, le dialogue avec les souverainistes d'extrême droite et d'extrême gauche est une nécessité. «Je pense qu'il faut parler à ces gens, confie-t-il au *Figaro*, et leur dire que l'on ne peut pas défendre l'identité nationale en restant «tout seul».

Michel Barnier affirme avoir «beaucoup écouté» les gens qui avaient voté «non» au traité sur la Constitution européenne en 2005, lorsqu'il était ministre des Affaires étrangères. Il prend très «au sérieux» la montée des populismes en Europe et il a perçu les peurs liées à la perte d'une identité nationale ou d'une culture. «Evidemment, il y a plein de choses à changer au sein de l'Europe» reconnaît-il en pensant aux excès législatifs ou à la multiplication des normes. Sur ce point, il affirme pouvoir démontrer que la France a parfois sa part de responsabilité.

### Du traité transatlantique à la croissance

Concernant le fameux traité transatlantique, bête noire des eurocritiques qui fustigent régulièrement son opacité, si Barnier admet le fait que cet accord exige «beaucoup de vigilance», il explique que le projet a eu son approbation parce qu'il est convaincu qu'une négociation avec les Etats-Unis peut permettre des synergies entre les «deux plus grands marchés économiques du monde» et ainsi, doit pouvoir créer de la croissance mutuelle. «Mais pas à n'importe quel prix» nuance-t-il en refusant, notamment, l'abaissement des standards écologiques et alimentaires. Quant aux critiques récurrentes sur le manque de transparence du traité, Michel Barnier affirme que Cecilia Malmström, la commissaire européenne au commerce, est prête à venir devant le parlement européen et les parlements de chaque pays qui en feraient la demande, sachant, précise-t-il, que la confidentialité de certains éléments de la négociation doit être préservée pour ne pas altérer la confiance indispensable.

### Concilier patriotisme et engagement européen

Pour lui, «l'isolement» fait courir le risque de «tout perdre», y compris son «indépendance». Et pour convaincre les sceptiques, il pense qu'il est possible de concilier «patriotisme» et «engagement européen». Si une remise en cause des institutions est possible, il juge, à la lumière de son expérience personnelle, que si l'on reste seulement dans la coopération intergouvernementale, «cela ne fonctionne pas». Par exemple, selon lui une politique commune de l'immigration, crédible et sérieuse, n'est pas possible, sans le travail d'une institution comme la Commission européenne.

### Note(s) :

Mise à jour : 2015-09-27 11:24 UTC +02:00

© 2015 Le Figaro.fr. Tous droits réservés.

Numéro de document : news·20150927·LFF·20150927artfig00047

16





Le Figaro.fr

dimanche 27 septembre 2015 - 11:20 UTC +02:00

Actualité

## Devant le MoDem, Barnier plaide pour une « alliance sincère » entre la droite et le centre

Galiero, Emmanuel

**Le Républicain Michel Barnier est venu à l'université de rentrée du MoDem pour délivrer un message politique. Pour lui, le rassemblement sera indispensable en 2017 pour affronter les difficultés du pays.**

*De notre envoyé spécial.*

Michel Barnier n'est pas venu à l'université de rentrée du MoDem pour parler des régionales. Certes, la désignation de Laurent Wauquiez comme tête de liste de la droite et du centre en région Rhône-Alpes-Auvergne a créé un problème pour l'ancien commissaire européen qui pensait pourtant être légitime. Mais en Bretagne, l'invité de François Bayrou a confié au Figaro qu'il avait « tourné cette page » et que s'il avait « de la mémoire », il ne cultivait aucune « rancune ».

Pour expliquer sa visite à Guidel, Michel Barnier met en avant une conviction: « Je suis venu parce que je pense qu'il n'y a pas d'alternance durable en France si on ne la construit pas à partir d'une alliance entre une droite républicaine et un centre fort qui se respectent et travaillent ensemble ». Avec le « courage politique », la longévité de l'alternance est, selon l'ancien ministre, une condition majeure qui permettra à ceux qui dirigeront le pays de faire face aux nombreux problèmes à affronter. Cette « alliance sincère » à laquelle il pense et qui rejoint l'idée de François Bayrou, lui rappelle la Savoie où il avait vaincu la gauche en misant sur un rapprochement similaire. « Je pense que ce sera la même chose au niveau national en 2017 », confie le vice-président du Parti populaire européen.

### Un soutien à Le Maire « extrêmement réfléchi »

Et quand on lui demande si l'opinion publique peut être sensible à cette ambition de grande coalition à un moment où les clivages semblent plutôt persistants en France, Michel Barnier considère que le rassemblement est « la seule voie ». A ses yeux, les querelles et les invectives sont des éléments supplémentaires de défiance et les citoyens ont « besoin de retrouver confiance en leurs hommes politiques ». Mais si le rassemblement est inéluctable, autour de qui l'envisage-t-il? « Nous verrons bien, répond l'invité du MoDem, nous aurons une primaire qui doit être ouverte. J'ai annoncé mon soutien à Bruno Le Maire de manière extrêmement réfléchie et déterminée, parce que je pense qu'il faut un renouveau. »

Une chose est sûre: au lendemain de la primaire, après un choix formulé par des « millions de Français » comme il l'espère, Michel Barnier ne voit pas d'autre issue qu'un rassemblement le « plus large » pour le second tour de la présidentielle ou dès le premier, si cela est possible. « Même si la victoire est un préalable, ce n'est pas le plus important, conclut-il, l'enjeu sera la capacité de gouverner le pays. Il ne faut pas sous-estimer cette difficulté en 2017. Il aura besoin de vraies réformes pour réduire son déficit, retrouver la compétitivité et redonner aux entrepreneurs l'envie d'investir ».

### Note(s) :

Mise à jour : 2015-09-27 11:20 UTC +02:00

© 2015 Le Figaro.fr. Tous droits réservés.

Numéro de document : news·20150927·LFF·20150927artfig00044

**PUBLI-©** news·20150927·LFF·20150927artfig00044

Ce certificat est émis à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : **2015-09-28**

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



## POLITIQUE

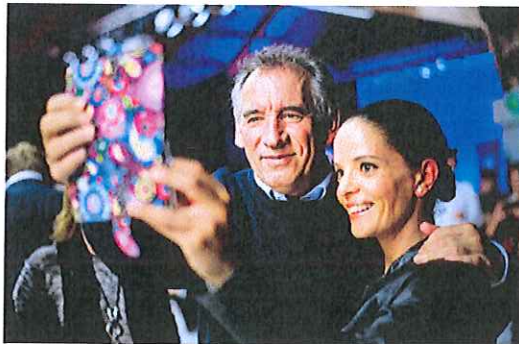
# Bayrou sonne la charge contre Hollande

Le président du MoDem propose « une renaissance » plutôt qu'une simple alternance.

EMMANUEL GALIERO @EGallero  
ENVOYÉ SPÉCIAL À GUIDEL (MORBHAN)

**CENTRE** Le message était clair et la charge implacable. Dimanche en Bretagne, le président du MoDem a conclu l'université de rentrée de son mouvement en appelant ses militants à un double « devoir d'opposition ». Ciblant les renoncements du président de la République, François Bayrou a listé les attentes déçues de « millions de Français » pour mieux souligner la responsabilité de celui qui, à ses yeux, « a choisi de ne rien bouger, de ne rien changer ». Éducation nationale, chômage, décentralisation, découpage « scandaleux » des régions, « incapacité à apporter une simplification »... Dans tous les domaines ou presque, le maire de Pau a dénoncé l'inaction de François Hollande. « Là où il faudrait vouloir, il ne veut pas. Là où il faudrait pouvoir, il ne peut pas », a-t-il critiqué en l'accusant d'avoir mené la conduite de l'appareil d'État « au service de l'appareil partisan ».

Musclée, la charge a une résonance évidemment très forte dans le contexte des régionales. Le MoDem s'active en coulisses pour construire ses accords locaux en vue des élections de décembre. Le mouvement centriste espère multiplier par cinq le nombre de ses élus régionaux, passant ainsi d'une douzaine à près de soixante relais régionaux. Cette semaine, sur treize régions, sept à huit accords devraient être finalisés. Mais l'exercice est complexe pour le MoDem. Il faut obtenir des sièges, ne pas trop en



François Bayrou pose avec une militante, vendredi à Guidel. JEAN-SÉBASTIEN EVRARD/AFP

faire dans l'affichage médiatique de ces alliances de circonstance et convaincre la base du bien-fondé de certains choix sensibles. Par exemple, l'accord conclu en région Rhône-Alpes-Auvergne avec Laurent Wauquiez n'est pas passé comme une lettre à la poste. Même en comprenant le réalisme politique mis en avant pour le justifier, certains militants perçoivent mal cette subite proximité avec une incarnation de la droite dure des Républicains.

## « Dire le refus »

C'est sans doute la raison pour laquelle François Bayrou a voulu exposer avec autant de force sa critique du pouvoir, dimanche à Guidel. Il a aussi rappelé à Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation, qu'avant d'imaginer des dictées quotidiennes au primaire, il faudrait d'abord que les enfants sachent lire.

Fustigeant les « carrières d'appareils », blâmant la « technocratie contre la démocratie », armé des courbes du chômage et de la dette, il a averti : « Les occasions de s'exprimer du peuple doivent être

l'occasion de dire le refus... On a un bulletin de vote, on va s'en servir. »

Allié de Juppé pour 2017 auprès duquel il revendique un rôle de « soutien influent », Bayrou a redit ses préventions à l'égard de la primaire. Il s'est aussi démarqué du PS et de LR : « Les premiers veulent garder le pouvoir, nous voulons changer le pouvoir. » Esquissant le socle d'un programme politique de campagne, Bayrou a cité de Gaulle, vanté les institutions de la V<sup>e</sup> République et défendu l'idée d'un rassemblement nécessaire, faisant écho à Michel Barnier (LR), venu la veille participer à un débat sur l'Europe.

« Alors que tant d'autres proposent une alternance, nous proposons une renaissance... Et nous avons beaucoup de chance : renaissance, cela rime avec France », a conclu le président du MoDem. Parmi les militants, ceux qui avaient encore des doutes sur son implication dans la future campagne présidentielle sont probablement repartis rassurés. « Je n'ai pas dit que je ne m'intéressais pas à la présidentielle », a reconnu François Bayrou. ■



CONTRE-POINT  
PAR GUILLAUME TABARD @gtabard

## Les rêveries d'un procureur solitaire

**N**e dites pas à François Bayrou qu'il est revenu à droite. Après avoir contribué à l'élection de François Hollande en 2012, il n'entend pas aller à Canossa en faisant allégeance au camp qui fut pourtant le sien pendant vingt ans. « La repentance n'est pas un mot qui fait partie de mon vocabulaire », confie-t-il. Le maire de Pau se dit « libre ». Une manière noble de dire qu'il est seul. Seul mais orienté avec la même assurance vers l'unique combat de s'avie : l'Élysée.

Les circonstances l'avaient conduit à masquer son ambition jusqu'à revendiquer désirer la victoire d'Alain Juppé et affirmer être prêt à travailler avec lui. En Bretagne, samedi, c'est celui qui se voit déjà sur la ligne de départ en 2017, pas le « coach » du maire de Bordeaux, qui a donné de la voix contre le chef de l'État. Bayrou a ceci de constant : à l'approche de chaque élection présidentielle, il croit les conditions de son élection enfin réunies.

Cette fois, le coup serait jouable grâce à la conjonction d'un double rejet : celui de François Hollande et celui de Nicolas Sarkozy. Son premier pari est donc que le président de la République ne pourra pas combler son retard. Victime de son échec, du sentiment de trahison par la gauche radicale et de désillusion de la part des « modérés » qui ont voté pour lui en 2012, Hollande, à ses yeux, n'a plus le socle suffisant pour se qualifier au second tour. Quant à Sarkozy, le président du MoDem doute de moins en moins de sa victoire à la primaire, système dont la logique favorise le « noyau dur »

de chaque camp. Dès lors, François Bayrou peut concentrer tous ses tirés sur François Hollande, car il a besoin de conjurer toute capacité de rebond de sa part. Et il peut continuer à afficher son estime pour le maire de Bordeaux, pour que sa candidature à lui apparaisse le moment venu comme une quasi-obligation. L'ancien candidat de 2002, 2007 et 2012 fait en effet le calcul suivant. Quand les électeurs de gauche verront que Hollande n'a plus de chance de se qualifier, ils chercheront un candidat de substitution capable de devancer Sarkozy. Et quand les sympathisants juppéistes verront la défaite de leur champion à la primaire, ils chercheront un candidat dont ils se sentiront plus proches que du président des Républicains.

Et voilà comment Bayrou, bénéficiant d'une popularité qui reste forte dans l'ensemble de l'opinion, est persuadé de doubler le socle constant des centristes - 9,13 % à la dernière présidentielle - et arriver ainsi en tête des candidats qui peuvent affronter Marine Le Pen au second tour. CQFD.

Mais si François Bayrou a le verbe talentueux pour pointer les faiblesses du hollandisme, comme il avait identifié naguère celles du sarkozysme, il lui reste à prouver sa capacité à incarner une alternative crédible. Faute de quoi ses ambitions présidentielles resteront des rêveries d'un procureur solitaire. ■

Retrouvez Guillaume Tabard tous les matins à 8h10 sur Radio Classique

## MISSION ACCOMPLIE. NOUVEAU DAILY. UTILITAIRE DE L'ANNÉE 2015.

<b>MEILLEURE EFFICACITÉ</b> Jusqu'à 14% d'économie de carburant avec le Pack Eco	<b>MEILLEURE CAPACITÉ</b> De 7 à 20 m <sup>3</sup> de volume de chargement	<b>MEILLEUR CONFORT</b> Seuil de chargement abaissé de 55 mm	<b>MEILLEURE MANIABILITÉ</b> Diamètre de braquage inférieur à 11 m
---	---	---	---

**FINANCIEMENT À PARTIR DE 0% SUR 36 MOIS SUR TOUTE LA GAMME DAILY ET ENTRETIEN OFFERT\***



« Dans la compétition la plus difficile jamais connue à ce jour, le nouveau Daily IVECO a été le premier choix des 23 membres du jury représentant les titres de presse spécialisée les plus prestigieux d'Europe et de Russie »  
J. Sweeney, Président du Jury de l'Utilitaire International de l'Année.

**IVECO**  
WWW.IVECO.FR

\*Échelle de financement en crédit-bail CAFIFLEX sur 36 mois pour un IVECO DAILY à 30 000€ HT, avec un premier loyer de 3000€ HT, suivi de 35 loyers de 767,90€ HT et une option d'achat de 3000€ HT. Régime des loyers par prélèvement automatique. Frais de dossier : 120€. Offre valable pour toute commande du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2015. Sous réserve d'acceptation du dossier de financement par CNH Industrial Capital Europe, SAS au Capital de 83 482 297€, 46-52 Arago, 91823 PLUTEAUX - 413 316 153 RCS Nanterre. D'autres financements et d'autres devisés à des conditions différentes sont par ailleurs disponibles auprès de votre concessionnaire IVECO. Date limite de réception du dossier de financement : 31 décembre 2015. \*Contrat S-Life IVECO (Entretien programmé constructeur, Appoint d'huile, Analyse des lubrifiants Moteur, Boîte, Pont (s) SPECTROLOG) offert sur 36 mois et 120 000 km mixte pour les 600 premiers dossiers de financement acceptés. Offre valable jusqu'au 31 octobre 2015. Pour toute autre prestation, se rapprocher de votre concessionnaire IVECO participant à l'opération. Offres soumises à conditions, réservées aux professionnels pour un véhicule destiné dans l'offre, vendu par les concessionnaires du réseau IVECO participant à l'opération.



# Bayrou prône un « vote de sanction » contre Hollande

Le président du MoDem soutient Alain Juppé, mais exclut de faire un « ticket » avec lui pour 2017

GUIDEL (MORBILAN) - envoyé spécial

**F**aut-il y voir un signe ? A la table où François Bayrou explique à la presse sa stratégie pour 2017, durant l'université du MoDem qui s'est tenue du 25 au 27 septembre à Guidel (Morbihan), le vin servi est du Chemin des pèlerins. Inlassable pèlerin, l'ex-« troisième homme » de l'élection présidentielle de 2007 ne dévie pas de son chemin. Quitte, parfois, à emprunter quelques détours.

Il avait voulu construire un centre qui ne se rallie ni à la droite ni à la gauche. « Il ne peut y avoir de centre qu'indépendant. Je refuse que le centre soit classé à droite », continue-t-il de clamer. Mais, ajoute-t-il, « être libre, ça veut aussi dire qu'on est capable de faire des ententes ». Et c'est bien avec la droite que ses partisans feront liste commune aux élections régionales des 6 et 13 décembre. « Les élections locales appellent le rassemblement. On est obligé de faire des ententes, plus ou moins de bon gré, sous la pression du réel », justifie M. Bayrou. Cette fois, contrairement à de précédentes élections, il ne s'agit pas d'ententes à géométrie variable. Le président du MoDem estime que, dans ces élections régionales, l'essentiel est d'exprimer le « refus d'un pays en implosion » et il appelle à « un vote de sanction » contre François Hollande et sa majorité.

Depuis 2012 et son appel à voter pour François Hollande contre Nicolas Sarkozy, M. Bayrou s'est re-

**Depuis 2012, M. Bayrou n'en finit pas de dire sa déception à l'encontre de celui qui fut élu sur la promesse d'une « rupture ».**

centré... à droite. Il n'en finit pas de dire sa déception à l'encontre de celui qui fut élu sur la promesse d'une « rupture ». « Je suis mieux placé que d'autres pour me souvenir de l'espoir de millions de Français qui ont cru que les promesses de François Hollande pouvaient devenir réalité. Qui ont cru, après la période tendue et agressive que Nicolas Sarkozy avait voulue, que François Hollande pourrait être le réformiste qu'il annonçait vouloir être, constate-t-il. Il n'a rien changé. Il y a dans la stagnation du pays une responsabilité personnelle de François Hollande. »

Alors, par dépit, par conviction, par réalisme, par nature, diront certains, la formation centriste s'apprête à cheminer de nouveau avec la droite. Aux régionales, dans l'immédiat, mais en ayant déjà en vue l'échéance présidentielle de 2017. Avec son passage obligé par la primaire qui permettra de désigner le candidat de la droite. « Je ne participerai pas à la primaire de l'UMP - enfin LR, j'ai beaucoup de mal à dire Les Répu-

blicains - pour une raison simple : quand on participe à une primaire, on en accepte le résultat », affirme M. Bayrou. Or, en aucun cas, il n'entend être lié par celui-ci s'il devait conduire à une manche retour du match Hollande-Sarkozy. En outre, poursuit-il, « Je diagnostique que la dynamique de la primaire favorise le plus simpliste ». Pas la peine de faire un dessin.

Le maire de Pau affiche sa préférence pour le maire de Bordeaux, Alain Juppé. Pas par simple voisinage mais aussi en raison d'une proximité idéologique. « Il ne m'a pas échappé que Juppé est moins rénovateur que je ne le suis, observe l'ancien candidat à l'élection présidentielle, mais il a pris une position essentielle à mes yeux : il n'y a pas de réformes sans rassemblement. Et je ne doute pas qu'à un moment ou à un autre il se pose la question du comment faire le rassemblement. »

« Pour moi, les primaires ne sont pas le bon mécanisme mais il faut

préserver les chances que celui dont je me sens le plus proche puisse l'emporter », indique-t-il. Marielle de Sarnez, son principal bras droit, confie que, « le moment venu », elle pourrait prendre une part active à la primaire. Tout en posant ses conditions. « Si j'ai la certitude que les propositions du candidat prendront en compte nos convictions, si je suis convaincue de sa capacité à changer les choses et si nous nous mettons d'accord sur quatre ou cinq objectifs communs », précise-t-elle.

**« Privilégier le rassemblement »** Certains cadres et militants du MoDem n'ont pas attendu les instructions venues d'en haut pour être parties prenantes des comités AJ pour la France, structures de regroupement des partisans d'Alain Juppé à la primaire. Pour les bayrouistes, il ne fait pas de doute que « Juppé est le mieux placé », même si, admet leur chef de file, « sur le fond, avec Fillon, il

**« Sarkozy, c'est avant tout l'agressivité et le clivage. C'est s'interdire de réformer le pays »**

FRANÇOIS BAYROU  
président du MoDem

peut y avoir des débats mais il n'y a pas d'incompatibilité ». En revanche, avec l'ancien président de la République, le contentieux n'est pas liquidé. « Sarkozy, c'est avant tout l'agressivité et le clivage. C'est s'interdire de réformer le pays. Il y a là un sujet de confrontation entre nous. C'est une affaire de conception du pays. »

M. Bayrou pourrait-il former avec M. Juppé un « ticket » pour 2017, qui lui ouvrirait les portes de Matignon ? Le leader centriste ne

mésisme pas le poids des institutions de la V<sup>e</sup> République. « Vous ne pouvez pas avoir en début de quinquennat un premier ministre qui ne soit pas issu du principal parti de la majorité, observe-t-il. Un ticket, c'est mortel, ça ne marche pas. » Ce qui n'exclut pas la possibilité à plus long terme.

En revanche, l'ancien candidat, à trois reprises, à l'élection présidentielle, qui assure n'être « pas un obsédé de la présidentielle », ne se ferme aucune hypothèse pour 2017 si le résultat de la primaire à droite n'était pas conforme à ses vœux. « Notre démarche, c'est de privilégier le rassemblement avec d'autres suffisamment proches pour bâtir une action cohérente, explique-t-il. La primaire est un aïe. Si cette chance n'était pas saisie, alors nous prendrions nos responsabilités. » Parce que, est-il convaincu, « le courant est toujours là ». Et il est prêt, s'il le faut, à reprendre son bâton de pèlerin. ■

PATRICK ROGER

## L'HISTOIRE DU JOUR Tous avec Péresse... et chacun pour soi

**E**lle écrase tout. Comme si tout tournait autour d'elle, quel que soit le contexte. La primaire de la droite, prévue en novembre 2016, obsède Les Républicains (LR). Le meeting de lancement de la campagne des régionales de Valérie Péresse en Ile-de-France, dimanche 27 septembre, en aura été une nouvelle illustration. Organisé au pavillon Baltard, à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), l'événement rassemblait sur la même estrade Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, François Fillon et Bruno Le Maire, ainsi que le président de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde, et Marielle de Sarnez, vice-présidente du MoDem. La réunion n'a pas seulement renvoyé une image de rassemblement de la droite et des centres derrière la candidature de la députée des Yvelines. Elle a aussi pris des allures de compétition entre les quatre « présidentiables » de droite. A quatorze mois de la primaire, tous ont prononcé un discours tourné vers 2017, avec pour cible principale François Hollande.

« On est en cale sèche et le capitaine de pédalo attend que la mer veuille bien remonter », a fustigé M. Fillon, en appelant à « sanctionner » un pouvoir « déconnecté ».

Même tonalité chez M. Juppé : « La France va mal car elle est mal gouvernée. (...) L'alternance est devenue une urgence. » Le plus explicite a été M. Sarkozy. « Notre seul objectif est de vous offrir l'alternance des régions à la fin de l'année », a-t-il lancé aux près de 3 000 personnes présentes. Et après on commença l'année suivante avec beaucoup d'appétit... » Se projetant déjà dans l'après-2017, il a lancé : « Je ne crois pas possible de réformer notre

pays, il faut le refonder. » Comme à son habitude, il s'est posé en rassembleur, tout en lançant des piques à ses concurrents.

### « La tentation du consensus »

Alors que M. Le Maire a promis d'en finir avec le cumul des mandats, l'ex-chef de l'Etat a affirmé le contraire : « Moi, je préfère ceux qui sont élus deux fois plutôt que zéro ! » Il a aussi dit son désaccord avec le principe d'un gouvernement d'unité nationale, défendu par M. Juppé. Une mauvaise idée, selon M. Sarkozy, qui a brocardé « la tentation du consensus » de son rival, qui n'aboutirait qu'à « des demi-solutions », en particulier sur l'immigration.

Finalement, M<sup>me</sup> Péresse est la seule à n'avoir parlé que des régionales. Trois jours plus tôt, Nathalie Kosciusko-Morizet avait dit « ne pas comprendre la cohérence de cet événement ». « On doit afficher notre unité pour les régionales, mais on organise un meeting de primaire », s'était-elle étonnée. La probable candidate à la primaire - qui n'a pas été invitée à prendre la parole, dimanche - exprime le trouble des électeurs de droite : « On me dit : "Quelle campagne fait-on ? Les régionales ou la primaire ?", "A quoi jouent-ils tous ?" La réponse est pourtant simple : « tous » se voient déjà à l'Elysée. ■

ALEXANDRE LEMARIE

BORDEAUX

Il y a tant à découvrir

Chaque jour, chacun de nos 6800 vignerons œuvre pour créer des vins avec son propre style.

VINS DE  
**BORDEAUX**

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. À consommer avec modération.





Libération (site web)

France, vendredi 25 septembre 2015

## Régionales : François Bayrou fait de l'entrisme à droite

Alors que s'ouvre son université d'été ce vendredi, le Modem a fini par accepter de rejoindre la giron de la droite pour faire une place à ses candidats sur les listes régionales constituées par LR et l'UDI.

Entre le Modem de François Bayrou et le parti «Les Républicains» conduit par Nicolas Sarkozy, c'est : «Je ne t'aime pas ! Moi non plus.» Rien ne les rapproche, rien ne les rassemble mais tout les réunit, dès qu'il s'agit d'élections. Un sujet qui ne sera pas abordé, ni de près ni de loin, par l'université d'été de la formation de François Bayrou qui démarre vendredi. Ces trois jours seront consacrés aux grands dossiers du moment, loin des contingences électorales qui pourtant occupe, depuis la rentrée, les dirigeants du Modem. Avec comme seul et unique objectif : parvenir à un accord avec «LR» de manière à engranger un maximum d'élus.

Le leader centriste qui n'a dû son élection à la mairie de Pau qu'à la suite du revirement de l'ex-UMP local en sa faveur sous la pression du maire de Bordeaux Alain Juppé, a déjà dit tout le mal qu'il pensait de Nicolas Sarkozy dans un brûlot au vitriol intitulé Abus de pouvoir. De son côté l'ex-locataire de l'Elysée en mal de revanche électorale ne se prive pas de dauber sur le «bègue», lui imputant sa défaite de 2012 en ayant appelé «à titre personnel» à voter pour François Hollande entre les deux tours de l'élection présidentielle. Pourtant, les deux formations partent sur les mêmes listes aux prochaines élections régionales.

Le Modem doit donc jouer des coudes

Le Modem cherche de l'espace après l'accord conclu entre le parti Les Républicains et l'autre grande formation centriste, l'UDI, pilotée par le député et maire de Drancy, Jean-Christophe Lagarde. Un accord qui prévoit une répartition à 70% pour le parti dominant de l'opposition et 30% pour les centristes, même dans les régions où ils conduisent les listes comme en Bourgogne-Franche-Comté, Centre et Normandie réunifiée. Pour se faire de la place, le Modem doit donc jouer des coudes. Sur l'Ile-de-France, l'accord a été conclu sans problème avec la liste conduite par Valérie Pécresse. Marielle de Sarnez, le bras droit de François Bayrou, figurera sur la liste en position non éligible pour «la pousser». Yann Wehring la tête d'affiche du Modem devrait y décrocher, lui, une place éligible.

Dans le centre, la place du Modem sur les listes LR-UDI ne se discutait même pas. D'abord parce que le parti du maire de Pau y dispose encore d'un solide réseau d'élus dans une région à la sensibilité centriste prononcée. A commencer par la sénatrice Jacqueline Gourault, fidèle parmi les fidèles de François Bayrou, et Marc Fesneau, secrétaire général du Modem et maire d'une petite commune du Loir-et-Cher. En Normandie, le candidat de l'union de la droite, l'ancien ministre de la Défense de Nicolas Sarkozy, Hervé Morin, qui a renoué les liens avec Bayrou après 2012, cherche à se faire également une place sur sa liste aux représentants du Modem qui pèsent d'un poids non négligeable sur la région.

Changement de pied pour le Modem en Rhône-Alpes-Auvergne

En Bourgogne, la configurations'avère plus complexe. François Sauvadet, député et président du conseil général de Côte-d'Or, n'a pu s'imposer face à son concurrent sarkozyste, Alain Joyandet, que grâce à l'intervention du boss lui-même. Un sauvetage qu'il paye au prix fort. Il a dû consentir à une répartition à 75%-25% entre centristes et «LR». Ce qui ne laisse plus aucune place aux troupes de Bayrou. Du coup, celles-ci envisagent de monter leur propre liste. En Rhône-Alpes-Auvergne, après avoir longtemps juré, main sur le coeur, qu'il était hors de question pour les centristes de partir au suffrage «main dans la main» avec Laurent Wauquiez à cause de ses positions jugées trop droitières, le chef de file du Modem dans cette région, Patrick Mignola, s'est ravisé durant l'été. Un revirement mal compris par les militants locaux. «Laurent Wauquiez a topé sur tout ce que nous lui demandions, y compris en termes programmatiques et il a mis de l'eau dans son vin. Son discours est désormais beaucoup plus modéré», explique Marc Fesneau pour justifier ce changement de pied.

En Pays de la Loire, l'union entre les trois composantes de la droite, sous la houlette de Bruno Retailleau, président du groupe LR au Sénat, s'est faite sans problème avant même la conclusion de l'accord national. Dans les autres régions, les discussions sont encore en cours. Mais depuis les européennes puis les municipales, le centre indépendant défendu au prix d'une longue traversée du désert par François Bayrou, a trouvé une oasis en revenant dans le giron de la droite.

© 2015 Libération (site web). Tous droits réservés.





Libération (site web)

France, samedi 26 septembre 2015

## A Guidel, Bayrou se pose en recours anti-Sarkozy

En cas de victoire de Nicolas Sarkozy à la primaire de LR, le leader du Modem devrait se présenter à la présidentielle.

A Guidel, jolie petite station littorale du Morbihan, François Bayrou joue les pucelles. Les vierges effarouchées. Pas question pour le leader du Modem, la formation centriste qui revendique toujours son indépendance, de mettre un doigt dans les querelles de la droite à l'approche des primaires. Pas question pour lui de rentrer dans des tambouilles partisans qu'il juge stériles et sans commune mesure avec les enjeux auxquels le pays est confronté. Une mise en réserve un brin hautaine qui ne l'a pas empêché de nouer des alliances avec le parti Les Républicains dans la plupart des régions pour les élections de décembre. Par pur pragmatisme, assure-t-il. Ou plutôt par soucis de ne pas se retrouver encore plus seul.

Chef de parti, l'ancien triple candidat à l'élection présidentielle cherche à offrir des mandats à son dernier carré de militants fidèles. Contre mauvaise fortune bon coeur, parfaitement conscient que ces choix le ramènent à un ancrage au centre droit dont, il a toujours cherché à se défaire depuis la fondation du Modem en 2011. Un virage imposé, selon lui par «les trahisons historiques de la majorité de gauche» et par sa non prise en compte de la gravité d'une crise qui, pour le leader centriste, imposait la formation d'une sorte de gouvernement d'union nationale.

«Aujourd'hui il faut qu'il y ait un vote sanction (de la gauche ndlr) » en conclut François Bayrou. D'où son son coup de barre à droite. Mais le maire de Pau ne veut pas se contenter de présider le Parlement du Béarn. Il y aura un loup dans les primaires de la droite et du centre: François Bayrou. A l'orée du bois, ce dernier attend le bon moment pour se mettre en chasse et partir en campagne en solitaire. Du moins si le choix à l'issue de la primaire des «Républicains ne lui convenait pas». En cas de désignation d'Alain Juppé il le soutiendrait. En revanche il se voit une nouvelle fois en recours pour éviter ce qu'il qualifie de «choix désastreux». En clair si Nicolas Sarkozy remportait la primaire, François Bayrou reprendrait sa liberté et se porterait candidat en 2017.

© 2015 Libération (site web). Tous droits réservés.

Numéro de document : news-20150926-LIF-201509261520

**PUBLI-©** news-20150926-LIF-201509261520

Ce certificat est émis à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : **2015-09-28**

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.





SIPA PRESS

## Retraites : la poussière sous le tapis

**P**INCE-MOI, JE RÊVE ! Les retraites seront excédentaires de 500 millions l'an prochain, promet le gouvernement - une première en douze ans. Marisol Touraine et Christian Eckert ont pourtant glissé rapidement sur cet exploit, Jeudi. Fausse modestie ? En réalité, leur discrétion se comprend, vu les causes de l'amélioration, détaillées par la très neutre Commission des

comptes de la Sécu. D'une part, les dépenses sont tenues grâce à l'inflation nulle et à la loi Woerth de 2010, qui repousse l'âge légal à 62 ans. L'exécuteur actuel n'y est donc pour rien. D'autre part, les recettes progressent. Cette fois, c'est bien la gauche qui a programmé quatre années de hausses de cotisations patronales et salariales. Mais l'heure n'est plus, semble-t-il, à

revendiquer les lourdissements de prélèvements.

En outre, l'accent mis sur le régime général est trompeur. Impasse sur le FSV, une tuyauterie obscure qui paie les cotisations retraite des chômeurs ou finance le minimum vieillesse. Le FSV affichera un trou de 3,7 milliards en 2016, quasiment inchangé pour la septième année d'affilée. Oubliés aussi, les déficits

par milliards du régime des fonctionnaires, noyés dans le budget de l'Etat, et ceux des régimes spéciaux, que le même Etat comble année après année.

Enfin, silence sur les retraites complémentaires, menacées à brève échéance et dont la réforme Touraine a aggravé la situation. Celle-ci a en effet été construite sur un principe simple : toutes les mesures qui coûtent (retraites anti-

pées pour carrière longue, pour pénibilité, pour durée de cotisation complète...) s'appliquent aussi à l'Agirc-Arrco, mais tous les moyens de les financer (hausses de cotisation, report des revalorisations de pension...) sont réservés au régime général. Le « redressement dans la Justice », sans doute.

Olivier Auguste  
@Olivier\_Auguste

Le leader du MoDem fait sa rentrée politique ce week-end. S'il a choisi de soutenir Alain Juppé, il reste persuadé que la primaire favorise Nicolas Sarkozy

# Bayrou : l'Élysée avec ou sans Juppé

### Plan B

Dimanche, François Bayrou fera sa rentrée politique lors de l'université d'été du MoDem à Guidel (Morbihan). Le leader centriste travaille à son discours, consulte ses proches, mais parlera sans notes. De son envie « de changer la manière de faire de la politique », des institutions, de sa « volonté d'ouvrir une nouvelle époque pour la France », affirme-t-il à l'Opinion. En ligne de mire, l'élection présidentielle de 2017. Avec ou sans Alain Juppé.

Caroline Vigoureux

DEVANT LE CHÂTEAU DE PAU, François Bayrou disserte à haute voix sur l'histoire du roi de France et de Navarre, Henri IV. Il la connaît par cœur et adore

la raconter. Dans la rue, un homme l'interpelle : « Voilà le futur Premier ministre ! ». « L'avenir nous le dira », répond laconiquement le maire de la ville. Le leader du MoDem n'est pas pressé. Sa stratégie pour 2017, il la mûrit depuis de longs mois. Il avait essayé de convaincre Alain Juppé de ne pas participer à la primaire des Républicains. L'ancien Premier ministre a refusé, estimant qu'il ne pouvait s'affranchir du soutien de sa famille politique dans sa longue course vers l'Élysée. Alors François Bayrou a décidé de le soutenir. « Il ne le ferait pour personne d'autre qu'Alain Juppé. Entre eux, le risque du couteau dans le dos est inexistant », raconte une proche collaboratrice du leader centriste. Parce que Bayrou pense que Juppé est le plus à même de rassembler la droite. Parce qu'il a pour lui beaucoup d'estime et un peu d'admiration. Mais pas forcément



parce qu'il est persuadé qu'il portera les couleurs de la droite en 2017.

« La primaire est une machine à fabriquer de l'excitation. Elle favorise la victoire du noyau dur, théorise François Bayrou. La primaire est l'affaire d'un camp, pas d'un peuple. Il n'y a rien de plus stupide que les camps ». Autrement dit, c'est Nicolas Sarkozy qui a selon lui le plus de chances de l'emporter. Le maire de Pau soutiendrait-il Juppé sans lui-même y croire ? Ce qui est sûr, c'est que François Bayrou fera tout pour éviter un revival de 2012, avec un match entre François Hollande, Nicolas Sarkozy et

Marine Le Pen. « Ça serait une impasse pour le pays », dit-il.

Pour l'instant, il considère que l'ancien Premier ministre est le mieux placé pour empêcher ce scénario. « Alain Juppé n'est pas dans une démarche d'affrontement », avance François Bayrou dans une comparaison directe avec Nicolas Sarkozy. « Qu'un responsable politique en soutienne un autre en dehors de sa famille politique, c'est rarissime. Ça ne m'étonne pas de François, il essaye de penser en grand », vante sa meilleure alliée au MoDem, Marielle de Sarnez. Difficile toutefois

de l'imaginer renier ses ambitions élyséennes au profit de celles d'un autre. « Me ranger derrière quelqu'un, non. Travailler avec quelqu'un, oui, corrige-t-il. La soumission, pour moi, c'est impossible. Alors oui, c'est orgueilleux, mais Juppé l'est aussi. » Et si le maire de Bordeaux remportait la présidentielle, François Bayrou pourrait-il être son Premier ministre ? Lui-même balaye cette hypothèse et ses proches refusent de répondre à la question. « Il a plus envie de recomposer le paysage politique que de diriger un gouvernement », se contente

Page 2

### Complémentaire santé des retraités : les actifs paieront

Les modalités d'application de la promesse de François Hollande ont été annoncées Page 5

### Reding : « Orban n'a pas sa place au sein du PPE »

Pour l'eurodéputé, la crise des réfugiés « peut renforcer l'Union ou diviser l'Europe » Page 7

### Billet. Taubira, présidente

**P** En annonçant qu'elle retirait la réforme controversée du permis de conduire, la garde des Sceaux a eu cette forte parole : « Lors qu'une mesure n'est pas comprise, je pense qu'il n'est pas souhaitable de l'imposer ». Voilà une conception moderne de la démocratie, dans laquelle les femmes et les hommes politiques seraient d'autant plus grands qu'ils se mettraient à la remorque des opinions. Les impôts locaux

augmentent, et nous n'en voyons pas l'utilité, supprimons-les. La TVA est indéchiffrable, annulons-la. Biffons aussi les interdictions de fumer ici et là, les amendes de stationnement et autres désagréments. Si elle applique ce principe merveilleux à tous les domaines de l'action publique et que, par chance, elle se présentait à la prochaine élection présidentielle, promis : je vote pour elle.

Camille Marnac

**nim** INTERIM MANAGEMENT EXECUTIVES

Trouver en quelques jours un dirigeant ou expert pour une mission en France ou à l'international.

↑

**Accompagner**  
un projet

↑

**Redresser**  
une entité

↻

**Transformer**  
une activité

↻

**Remplacer**  
un manager

NIM Europe | +33 (0) 1 46 24 85 71 | www.nimeurope.com



22



## Bayrou : l'Élysée avec ou sans Juppé

### ●●● Suite de la page 1

de dire un membre de la direction du MoDem. En attendant, le leader centriste applique ses ambitions à sa ville de Pau, dont il a pris les commandes lors des municipales de mars 2014. Il s'est engagé à baisser les impôts amnés après année et fait de la démocratie participative sa principale arme. Chaque vendredi, il reçoit dans sa mairie. Les Palois ne sont pas tendres avec lui. François Bayrou répond, assis sur un coin de table, le micro à la main. Quand il estime que les plaintes des habitants sont injustifiées, il n'hésite pas à blâmer droit dans les yeux ceux « qui ne regardent pas plus loin que le bout de leur nez », « qui ne s'intéressent qu'à leur pas-de-porte ». « Vous ne me parlez pas comme ça. Je vais vous donner rendez-vous mais vous ne criez pas », lance-t-il impassible face à un habitant très énervé. A un commerçant qui déplore un chiffre d'affaires en baisse constante, il finit par lâcher : « Qu'est-ce que vous voulez que je fasse ? Je ne peux pas forcer les gens à venir chez vous. »

A Pau, il n'y a pas de langue de bois. Ici, c'est de la gestion des déchets, de la voirie, du nettoyage de la ville ou encore des grands projets architecturaux de sa commune qu'il parle. Face aux Palois, il s'autorise des traits d'humour, loin de l'image plus rigoureuse qu'il renvoie quand il endosse son costume de responsable politique national.

Voilà comment le chef de file centriste occupe ses journées quand il est loin de la capitale. Mais il n'est jamais très loin du microcosme politico-médiatique. Dans sa mairie, il a fait installer un studio qui lui permet de faire des duplex avec radios et télé. Il faut dire que l'ancien ministre de l'Éducation nationale est très présent dans les médias. Quitte à parfois se transformer en commentateur très avisé de la vie politique. « Je ne commente pas. Je propose, j'indique des grands choix. Je suis là pour me battre. Personne ne dit plus rien et tout le monde dit la même chose. Le simplisme des débats est désespérant », justifie-t-il.

François Bayrou veut maîtriser ce qu'il dit. Il demande systématiquement à relire les propos

qu'on lui prête. Comme il surveille avec attention l'image qu'il renvoie, à ce que les phrases qu'on lui attribue ne commencent par « moi, je » : « Le problème des politiques, c'est qu'ils sont autocrates. »

Dans tout ce que ne veut pas être le président du MoDem, on reconnaît le portrait de Nicolas Sarkozy, celui-là même qui tient des propos assez violents en privé à son endroit. Le principal

**« François Hollande n'a pas eu de courage, c'est une déception. Il a eu une occasion fantastique de changer la politique française, il ne l'a pas saisie »**

Intéressé assure que tout ça « ne l'atteint pas ». « Je n'en ai rien à faire, ça n'a réellement aucune importance pour moi. Je suis à l'abri de tout ça, j'ai le cuir épais. En 2012, j'ai reçu des centaines de lettres de menaces. Mais je ne suis pas troublé par les insultes d'un tel ou d'un tel. Tout ça est sans rapport avec la profondeur d'une vie. »

Trois fois candidat à l'élection présidentielle (2002, 2007, 2012), François Bayrou n'exhale pas de se donner une nouvelle chance. « Je ne suis pas accessible au découragement », promet-il. « Il se prépare à toutes les configurations, mais contrairement aux autres fois, son postulat de départ n'est pas d'être candidat », estime Marc Fesneau, secrétaire général du MoDem. Même si sa dernière tentative en 2012 s'est avérée décevante (9,13% des voix contre 18,57% en 2007). Il a payé cher le fait d'avoir dit qu'il voterait personnellement pour François Hollande. « Heureusement, ce n'est pas à refaire. C'était pour arrêter la dérive dans laquelle était Nicolas Sarkozy. Mais François Hollande n'a pas eu de courage, c'est une déception. Il a eu une occasion fantastique de changer la politique française, il ne l'a pas saisie », déplore François Bayrou.

Ce qui l'agace, c'est de lire partout dans la presse qu'il est « obsédé » par la présidentielle.

« Je suis désintéressé, je peux faire preuve d'abnégation », jure-t-il. Mais quand il parle de l'élection présidentielle, son regard pétillant trahit son ambition. Il n'a pas d'adjectifs assez forts pour décrire ce qu'il ressentait quand il était candidat au pouvoir suprême. « Une adrénaline, un shoot de la passion, une rencontre affective, amoureuse, intellectuelle avec un pays comme il n'en existe pas d'autres, un moment d'émotion qui vaut le tour du monde en solitaire ». Autant d'aventures durant lesquelles il se sentait « pleinement vivant ». Et quand on lui demande s'il pourrait se relancer une quatrième fois dans la course élyséenne, sa réponse est éloquent : « Quand on aime, on ne compte pas. »

@CaroVigoureux



### Alliances

## Régionales : la délicate équation du MoDem

CE N'EST PAS VRAIMENT SON ÉLECTION. Le MoDem tente comme il peut de peser sur le scrutin régional de décembre. « Ce n'est pas là qu'on va transformer la vie politique. François Bayrou est plus préoccupé par la situation de crise que traverse la France », admet-on au sein de la direction du parti. Alors le chef de file centriste assume de nationaliser ce scrutin. « Si cette élection a un sens politique, il est légitime qu'il soit donné une sanction au gouvernement », affirme-t-il.

Il faut dire que, concrètement, le MoDem n'a pas les moyens humains ni financiers de constituer ses propres listes. « Ce qui nous manque, c'est une stratégie d'élus intermédiaires qui sont partis du côté du pouvoir », reconnaît même un membre de la direction du parti. C'est notamment pour cette raison que la formation de François Bayrou a décidé

de s'allier à celle de Nicolas Sarkozy dans les treize futures régions. Même si les deux hommes entretiennent des relations glaciales. « C'est sain de faire fonctionner des partenariats ou des alliances. On a toujours été pour l'affirmation d'un centre fort capable de gouverner avec d'autres forces », défend Marielle de Sarnez, vice-présidente du MoDem.

Dans plusieurs régions, les discussions sont encore compliquées. En Bourgogne-Franche-Comté, les négociations avec le député UDI François Sauvadet sont tendues. Il a proposé au MoDem quatre places sur sa liste. « Ça n'est pas acceptable. On ne peut pas être traité comme ça », fulmine un cadre du parti. Mais dans les faits, le MoDem n'a pas les moyens de partir seul. Situation difficile aussi en Bretagne, avec le député Les Républicains Marc Le Fur, et en Normandie, avec l'UDI Hervé Morin. « Des

problèmes classiques d'équilibres politiques », résume Marc Fesneau, secrétaire général du parti.

Dans d'autres régions, au contraire, l'accord entre les deux partis n'a été qu'une pure formalité. A l'instar de l'Île-de-France, où Marielle de Sarnez s'est ralliée sans sourciller à la liste de Valérie Pécresse. Les bonnes surprises pour le MoDem ne sont pas forcément là où il les attendait. En PACA par exemple, les discussions avec le très droitier Christian Estrosi n'ont pas posé de problème. En Auvergne-Rhône-Alpes, le parti a aussi fini par se rallier au secrétaire général des Républicains, Laurent Wauquiez, alors que la tête de liste Patrick Mignola comptait à la base partir seul. Après avoir créé quelques remous, sa décision a été approuvée par les cadres départementaux. Les listes doivent être finalisées avant mi-octobre. C. V.

## Chez les Républicains, à chacun son Bayrou

BRICE HORTEFEUX devait prendre un verre avec François Bayrou ces jours derniers. Mais le rendez-vous entre l'ami de 35 ans de Nicolas Sarkozy et le président du MoDem a été reporté. Est-ce, malgré tout, le premier signe que le camp sarkozyste cherche à reprendre la langue avec le centriste qui, à l'approche de 2017, repointe le bout de son nez ?

Si, depuis son retour, Nicolas Sarkozy rate rarement une occasion de fustiger le maire de Pau, il a passé consigne en coulisses aux chefs de file des Républicains pour les régions de tout faire pour qu'il y ait partout un accord avec le MoDem. S'il refuse encore de participer à un meeting avec François Bayrou, il sera le 27 septembre sur la même tribune que Marielle de Sarnez, la vice-présidente de la formation centriste, lors du grand rendez-vous organisé autour de Valérie Pécresse, à Nogent-sur-Marne. Un des proches de l'ex-chef de l'Etat va jusqu'à confier : « N'a-t-on pas intérêt à une candidature de François Bayrou pour empêcher François Hollande d'être au second tour ? S'il se présentait, il prendrait beaucoup de voix à la gauche. La question se pose... »

Déjà par le passé, les relations entre Nicolas Sarkozy et François Bayrou ont été exécrables. Ils avaient pourtant réussi à passer un deal. C'était au début de 2005. Les deux hommes se préparaient à se lancer à l'assaut de l'Élysée. A l'issue d'un tête-à-tête dans les Pyrénées, chez leur ami commun Jacques Chancel, ils avaient

**Dans son livre « Faire », François Fillon reconnaît au maire de Pau le mérite d'avoir été le premier à parler de la dette. Un geste ?**

décidé de s'entendre pour ringardiser Jacques Chirac et faire qu'à droite, le match se joue entre eux deux. Bis repetita ?

Avec un autre leader des Républicains, le centriste a des relations tendues : Bruno Le Maire. Dans ses interventions, le futur candidat à la primaire, d'une autre génération, rate

rarement une occasion de le cibler. Lorsque François Fillon était à Matignon, il recevait régulièrement François Bayrou. Depuis, ils n'ont plus vraiment de relations (le leader du MoDem estime que l'ex-Premier ministre est désormais hors course). Mais dans son livre *Faire*, François Fillon lui reconnaît le mérite d'avoir été le premier à parler de la dette. Un geste ?

Dès l'annonce de la candidature d'Alain Juppé en août 2014, le maire de Pau a déclaré qu'il soutenait son homologue de Bordeaux. Il n'a depuis cessé de le répéter. En parallèle, il n'a aussi pas caché son scepticisme sur ses chances de l'emporter lors de la primaire face à Nicolas Sarkozy. Même si leurs rapports restent bons, s'est instillée aujourd'hui entre eux une certaine méfiance. « Juppé a mis très longtemps à comprendre qu'il devait se méfier de Bayrou, mais maintenant c'est fait, rapporte un interlocuteur régulier des deux hommes, qui ajoute : même si Juppé est désigné, Bayrou ira quand même. » Un pressentiment ?

Ludovic Vigogne  
@LVigogne

La tête de liste EELV a livré une charge sévère contre la politique française du « tout-diesel »

## La campagne d'Emmanuelle Cosse carbure au diesel

### Das Auto

La chef de file des écologistes français, Emmanuelle Cosse, a réclamer mercredi au gouvernement la suppression transitoire des avantages fiscaux en faveur du diesel à la suite du scandale Volkswagen, qui a usé de tests antipollution truqués aux États-Unis.

Raphaël Proust

IL Y A DES JOURS COMME ÇA où le malheur des uns fait le bonheur des autres. Empêtrée dans la crise interne de son parti, prise en étau entre deux camps qui se déchirent, Emmanuelle Cosse souffre un peu depuis que le scandale Volkswagen est devenu un « dieselgate ». L'affaire tombe à pic pour celle dont le slogan de campagne pour les élections régionales est : « Changeons d'air en Île-de-France ». Mardi, le constructeur allemand annonçait que le logiciel accusé, aux États-Unis, de fausser les résultats des tests antipollution équipait 11 millions de ses véhicules dans le monde. La veille, la secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) présentait un plan de trois milliards d'euros sur la mandature pour lutter contre la pollution de l'air, l'« objectif majeur » de sa campagne.

Au moment de se lancer officiellement dans la bataille lors d'un meeting mercredi soir à Paris, Emmanuelle Cosse a donc livré une charge sévère contre la politique française sur le diesel. L'objectif était double : rappeler que le diagnostic des écologistes était le bon (« le diesel propre, ça n'existe pas ! ») et réaffirmer qu'ils sont les mieux placés pour faire bouger les choses (« Quand je vois l'actualité, je me dis qu'on a bien besoin d'une région écologiste »). Sur tout, la candidate a mis la pression sur le gouvernement et poussé ses pions en réclamant la fin des subventions au diesel « en cinq ans » et son interdiction « d'ici 2025 ». Au passage, Emmanuelle Cosse s'est pas privée de lancer une pique à son adversaire des Républicains, Valérie Pécresse, qualifiée de « candidate du tout-voiture ». La tête de liste socialiste, Claude Bartolone, a été épargnée mais les soutiens de la patronne des Verts ne manqueraient pas de souligner qu'en 2013, celui qui était alors président de l'Assemblée nationale excluait toute hausse de la fiscalité sur le diesel sans compensation.

« Délit de tromperie ». Les candidats franciliens d'EELV comptent bien préempter le terrain que Ségolène Royal a déjà commencé à occuper en annonçant jeudi que des « tests aléatoires » allaient être effectués sur une centaine de voitures. A l'occasion du meeting, le vice-président de la région en charge des transports, Pierre Serne, a d'ailleurs annoncé qu'il allait porter l'affaire en justice. « Je vais saisir le procureur de la République pour qu'il enquête sur un délit de tromperie et sans doute pour mise en danger de la vie d'autrui », a-t-il déclaré, indiquant qu'il le ferait au titre de l'article 40 du Code de procédure pénale, qui impose aux fonctionnaires qui ont connaissance d'un crime ou d'un délit de en aviser la Justice. La tête de liste dans le Val-de-Marne a aussi annoncé qu'au prochain conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France (Stif), il demandera que « les performances en termes d'émission de tous les véhicules diesel du parc public francilien soient vérifiées ». « On avait déjà des doutes sur les bus, mais là ce sont tous les constructeurs » qui sont concernés, a-t-il ajouté.

Le « dieselgate » n'a pas fini de faire des vagues. Le quotidien britannique *The Guardian* a révélé jeudi que le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France auraient fait pression sur la Commission européenne pour garder des failles dans les tests sur les émissions de CO<sub>2</sub> des véhicules. Une information que les écologistes commencent à partager en boucle jeudi sur les réseaux sociaux... S'il n'est pas dit que ce scandale accélère la campagne d'Emmanuelle Cosse, il lui aura au moins donné de l'air.

@raphaelproust





Je passe mon tour

Le président du MoDem se met en retrait de la campagne des élections régionales, en attendant la primaire des Républicains

## Le temps mort de François Bayrou

Caroline Vigoureux, à Guidel (Morbihan)

**Le président du MoDem a fait sa rentrée politique lors de l'université d'été du parti, qui se tenait de vendredi à dimanche à Guidel, en Bretagne. Une rentrée tranquille pour François Bayrou, qui a décidé de ne pas s'investir dans la campagne des élections régionales. Le maire de Pau attend sagement la primaire des Républicains, puis la campagne de 2017. D'ici là, il parle « éthique » et « volonté nationale » . Comme pour patienter.**

Dans son pull bleu marine et sa chemise sans cravate, François Bayrou débarque sur les pelouses de Guidel, le long des côtes du Morbihan. Sous le soleil breton, le président du MoDem affiche une mine détendue. Il faut dire que cette université d'été 2015 ne constitue pas pour lui un grand enjeu. Les principales questions de stratégie politique ont été tranchées avant l'été.

Les régionales ? Le Conseil national du MoDem a défini le 28 juin sa tactique : s'allier avec les Républicains et l'UDI partout où cela sera possible. A l'université d'été de Guidel, pas un seul atelier en plénière n'est consacré à cette échéance électorale. « On ne va pas débattre de ce dont on a déjà débattu. Les Français s'en foutent qu'on s'allie avec Tartempion ou Tartemuche », lâche Marc Fesneau, secrétaire général du parti.

« Nous sommes obligés de faire des alliances, on les fait sous la pression du réel », concède François Bayrou, pragmatique. Le maire de Pau a décidé de ne pas du tout s'investir dans la campagne. Pas question pour lui de s'afficher avec les ténors des Républicains. « Je n'ai pas de gêne. Il y a des accords qui me vont et d'autres qui ne m'emballent pas excessivement », euphémise-t-il. C'est qu'il est difficile pour François Bayrou de justifier que son parti soit en train de faire partout alliance avec les Républicains, même les plus droitiers d'entre eux, parmi lesquels Christian Estrosi en Paca ou encore Laurent Wauquiez en Auvergne Rhône-Alpes.

Quand on l'interroge sur ces alliances improbables, il esquivé. En privé, le maire de Pau précise bien qu'il n'a eu strictement aucun contact direct avec Nicolas Sarkozy. Mais le MoDem fait quand même « le job ». Marielle de Sarnez, la vice-présidente de la formation et bras droit de François Bayrou, s'investit dans la campagne de Valérie Pécresse en Ile-de-France. Dimanche, la députée européenne MoDem n'a pas assisté au discours de son leader pour participer au grand meeting de la candidate Les Républicains dans le Val-de-Marne. Et ainsi partager la scène avec Nicolas Sarkozy. « Marielle était ravie ! », ironisait François Bayrou samedi soir. Voilà pourquoi l'ancien ministre préfère nationaliser le scrutin et souhaite que le résultat inflige « une sanction » au gouvernement.

En attendant d'en finir avec ces élections, François Bayrou attend sagement 2017. Et avant cela, la primaire des Républicains pour laquelle il a choisi de soutenir Alain Juppé. Même s'il ne croit pas au mécanisme de ce scrutin et reste persuadé qu'il favorise les candidats les plus durs, donc Nicolas Sarkozy. Si le maire de Bordeaux échoue, le leader du Modem se lancera une quatrième fois dans la bataille. « Je prendrai mes responsabilités », répète-t-il pudiquement pour dire qu'il sera candidat dans ce cas de figure.

Ainsi cette rentrée 2015 sonne-t-elle un peu comme un temps mort pour François Bayrou. Et il est encore trop tôt pour faire des propositions en vue de la présidentielle. « L'aspect programmatique viendra plus tard. Pour l'instant, on essaye de réfléchir à la manière dont on peut répondre à l'angoisse des gens en se différenciant des autres partis », explique un cadre du Modem.

François Bayrou a axé dimanche son discours de clôture de l'université d'été autour de l'éthique. Comme il ne cesse de le faire dans la presse ces derniers jours, il a redit sa volonté de voir émerger de nouvelles formes de partis politiques, de « forger une volonté nationale » pour rendre la France plus attractive, de « changer la pratique institutionnelle du pays ». « Une renaissance », « une nouvelle ère », va-t-il même jusqu'à affirmer. Son discours aura duré plus d'une heure. Pas une seule fois il n'a cité le nom d'Alain Juppé.

@CaroVigoureux



Sur [www.la-croix.com](http://www.la-croix.com)

- Pourquoi la taxe foncière flambe-t-elle pour certains propriétaires de terrains ?
- Quelles sont les zones commerciales qui pourront ouvrir le dimanche ?

# François Bayrou remet le cap à droite

► Le MoDem devrait être partout allié avec Les Républicains et l'UDI pour les élections régionales des 6 et 13 décembre prochains.  
► Cette alliance univoque avec la droite montre que, faute de pouvoir remettre en cause la bipolarisation, il penche davantage au centre droit qu'au centre gauche.

François Bayrou est-il en train de revenir à droite ? Si la question agace l'intéressé, le choix du MoDem de s'allier avec la droite aux élections régionales semble y répondre par l'affirmative. La nouvelle région Auvergne-Rhône-Alpes cristallise les ambiguïtés qui découlent de cette stratégie : bien qu'il soit idéologiquement plus proche de Jean-Jack Queyranne (PS), le MoDem partira finalement avec Laurent Wauquiez (Les Républicains). C'est peu dire que cette décision irrite certains militants du parti centriste, qui organise à partir d'aujourd'hui, à Guidel (Morbihan), son université de rentrée.

Sur le fond, François Bayrou n'a rien abandonné de ses convictions : redresser les finances publiques, libéraliser le marché du travail et alléger les cotisations sociales, aller plus loin dans l'intégration européenne, élire une fraction des députés à la représentation proportionnelle, former un gouvernement « central » réunissant la droite modérée et la gauche modérée. Seulement voilà, la V<sup>e</sup> République a coupé l'offre politique en deux blocs antagonistes. Il existe toujours un centre droit (l'UDI) et un centre gauche (le PRG et les ex-MoDem du Front démocrate), mais l'un et l'autre sont soumis à un parti dominant, Les Républicains à droite, le PS à gauche. Face à la bipolarisation, le centre se trouve confronté à trois options possibles, successivement essayées par François Bayrou.

La première option consiste à incarner une troisième voie centriste à équidistance de la droite et de la gauche. Telle fut la démarche de François Bayrou entre 2005 et 2012. « Si le mot a un sens, c'est que le centre est différent de la droite autant qu'il est différent de la gauche. Autrement, il n'est pas centre », a-t-il ainsi expliqué sous forme de truisme dans *Abus de pouvoir* (Plon, 2009). De fait, au second tour de la présidentielle de 2007, François Bayrou refusa de choisir entre la droite (Nicolas Sarkozy) et la gauche (Ségolène Royal). Avant lui, Jean Lecanuet avait déjà essayé, entre 1962 et 1974, de personifier une troisième offre électorale. L'un comme l'autre ont échoué car ils se sont heurtés au mode de scrutin majoritaire à deux tours, qui condamne à la marginalisation les forces politiques qui veu-



Si Alain Juppé (à g.) gagnait la primaire des Républicains, il serait vraisemblablement soutenu par François Bayrou (à dr. sur la photo).

## Le mode de scrutin majoritaire à deux tours condamne à la marginalisation les forces politiques qui veulent rester jusqu'au bout indépendantes du bloc de droite et du bloc de gauche.

lent rester jusqu'au bout indépendantes du bloc de droite et du bloc de gauche.

La deuxième option pour le centre consiste donc à intégrer le bloc de gauche. Jean Lecanuet comme François Bayrou en ont tous les deux été tentés. Dans la perspective de la présidentielle de 1965, Gaston Defferre, maire de Marseille et président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, avait en effet projeté la création d'une « grande fédération démocrate et socialiste » qui aurait regroupé la gauche modérée et le centre. Ce projet échoua cependant pour trois raisons. Tout d'abord, à l'époque, une divergence idéologique entre démocrates-chrétiens et socialistes sur la laïcité

et l'école privée. Ensuite, la réticence d'une partie des centristes à se ranger sous la bannière « socialiste ». Enfin, la volonté d'une partie des socialistes, cette fois, de s'allier avec la gauche communiste plutôt qu'avec le centre.

L'histoire s'est répétée à la présidentielle de 2012. Pour la première fois, François Bayrou a indiqué entre les deux tours qu'il voterait, à titre personnel, pour le candidat de gauche, François Hollande, contre celui de droite, Nicolas Sarkozy. Le président du MoDem n'en rejoint pas pour autant la nouvelle majorité présidentielle de François Hollande, et sera même battu aux législatives dans une triangulaire avec l'UMP et le PS. « En 2012, nous avons commis l'erreur de ne pas tendre la main à François Bayrou », a d'ailleurs regretté, en octobre 2014, le premier ministre Manuel Valls. Celui-ci est, il est vrai, confronté à

la « fronde » de l'aile gauche du PS, dont l'opposition à son orientation sociale-libérale est de nature, là où elle n'est que de degré chez François Bayrou.

La troisième et dernière option pour le centre consiste à intégrer le bloc de droite. C'est ce que firent Jean Lecanuet et Jean-Jacques Servan-Schreiber en soutenant Valéry Giscard d'Estaing à la présidentielle de 1974. C'est ce que fait François Bayrou depuis novembre 2013, sans néanmoins le reconnaître. En s'alliant aujourd'hui, partout (sauf peut-être en Bourgogne-Franche-Comté), avec Les Républicains et l'UDI aux régionales, il retrouve pourtant le positionnement qui était hier le sien avec l'UDF : pas au centre, mais « au centre droit, c'est-à-dire, ne nous cachons pas derrière notre petit doigt, à droite, dans une droite modérée, allée à une droite plus affichée », comme il l'écrivait lui-même, en mai 2013, dans son livre *De la vérité en politique* (Plon).

Reste à savoir si ce retour à droite est durable ou non. Certainement si Alain Juppé gagne la primaire présidentielle de 2016. Probablement pas si Nicolas Sarkozy l'emporte : le maire de Pau reprendrait sans aucun doute son bâton béarnais pour cheminer, au centre, vers une quatrième candidature présidentielle en 2017.

LAURENT DE BOISSIEU

(Suite de la rubrique page 15.)

## Les centristes et la primaire à droite

► François Bayrou a déjà annoncé que le MoDem ne participera pas à la primaire organisée par Les Républicains en vue de l'élection présidentielle de 2017, tout en souhaitant publiquement la victoire d'Alain Juppé.

► Au centre droit, l'UDI décidera le 20 mars 2016, lors d'un congrès, de sa participation

ou non à cette primaire. Hervé Morin y est favorable et voudrait hâter la décision de l'UDI. Jean-Christophe Lagarde, son président, ne veut pas se prononcer publiquement avant les élections régionales.

– L'élection primaire de la droite et du centre droit est fixée aux 20 et 27 novembre 2016.



**la Croix**

La Croix, no. 40300

France, lundi 28 septembre 2015, p. 10

**Les militants du MoDem approuvent l'alliance à droite**

Les participants de l'université de rentrée du parti centriste ont été quasi unanimes pour soutenir l'union avec Les Républicains aux élections régionales. François Bayrou a appelé à un vote « sanction » contre François Hollande et le PS à l'occasion de ce scrutin.

DE BOISSIEU Laurent

Guidel (Morbihan)

De notre envoyé spécial

Marielle de Sarnez, vice-présidente du MoDem, était hier à la tribune aux côtés de Nicolas Sarkozy au « grand rassemblement de l'alternance » de Valérie Pécresse (LR) en Île-de-France. Encore inimaginable il y a un an, cette image symbolise l'alliance du MoDem avec Les Républicains (LR) et l'UDI aux élections régionales de décembre prochain. Aujourd'hui clairement positionné dans l'opposition à celui pour qui il avait voté en 2012, François Bayrou a ainsi martelé, hier également, dans son discours de clôture de l'université de rentrée du MoDem, à Guidel (Morbihan), que « *le double échec de François Hollande et du PS mérite sanction* ».

Si les négociations entre le parti centriste et les partis de droite achoppent encore en Bourgogne-Franche-Comté, ailleurs l'alliance ne s'est parfois pas faite sans quelques remous internes au MoDem. En Auvergne-Rhône-Alpes, les conseils départementaux ont même dû être consultés: l'union avec Laurent Wauquiez (LR) a finalement été approuvée par 60 % au total, bien que les conseils départementaux du Rhône et de l'Ardèche auraient, eux, majoritairement préféré une liste indépendante au premier tour.

Très rares sont néanmoins les participants de l'université de rentrée à critiquer ce choix aux régionales. « *Il est hors de question de voter pour le parti de Nicolas Sarkozy donc je voterai PS* », prévient, isolé, Charles, ancien adhérent socialiste et membre du MoDem depuis sa création, en 2007. Sans aller jusque-là, Paule, militante dans l'Eure issue de l'UDF, regrette que « *l'UDI et le MoDem ne se soient pas comptés au premier tour avec une liste indépendante* » et craint que « *certains électeurs de droite aient envie de voter à l'extrême droite en raison de l'alliance avec le centre* ». Son amie Marinette est d'un avis contraire: « *Il est stratégiquement intelligent de s'allier tout de suite avec Les Républicains pour éviter que le FN soit en tête* », affirme-t-elle.

De fait, la quasi-totalité des présents comprennent cette union. « *Par pragmatisme, puisque pour arriver au pouvoir et promouvoir ses idées il faut passer par le jeu des élections* », plaide Thierry. « *Je ne me sens pas idéologiquement proche de Laurent Wauquiez ou de Christian Estrosi, mais ce qui compte à des élections régionales ce sont leur projet local et leur travail sur le terrain* », explique Khaled, tout nouvel adhérent en Seine-Saint-Denis. « *Il ne s'agit pas d'une alliance durable mais d'un rapprochement pour ce seul scrutin* », assure Hervé, militant dans les Landes depuis la présidentielle de 2007.

Quoi qu'il en soit, Bruno Joncour, chef de file régional du MoDem et maire de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), a résumé à la tribune l'état d'esprit général: « *Un accord à tout prix ne doit pas être un accord à n'importe quel prix.* »

© 2015 la Croix. Tous droits réservés.

Numéro de document : news-20150928-LC-assignment\_659357

PUBLI-© news-20150928-LC-assignment\_659357

Ce certificat est émis à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : 2015-09-28

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



## Les Echos

Les Echos, no. 22031

France, vendredi 25 septembre 2015, p. 2

Le fait du jour politique

### Bayrou : opération Elysée, deuxième temps

Cécile Cornudet

CECILE CORNUDET

#### **Depuis quelques jours, le président du Modem met de la tiédeur dans son soutien à Juppé et peaufine un profil de « renouveau par l'expérience » pour l'Elysée.**

Pour qualifier Emmanuel Macron, pourtant si proche de ses positions, François Bayrou n'hésite pas une seconde. « *C'est un gamin* », dit-il d'un air faussement navré. Le président du Modem a un nouveau combat, « *le jeunisme* », mot derrière lequel il embarque tous ceux qui ont l'heur de plaire à l'opinion, Emmanuel Macron, Bruno Le Maire, Laurent Wauquiez... La liste est longue. Car ces jeunes-là sont aujourd'hui sur le même créneau qu'un Bayrou qui envisage sérieusement une quatrième candidature à l'élection présidentielle. Leur constat est le même : les Français rêvent d'un grand coup de pied dans la fourmilière politique. « *La refondation de la vie politique française est inéluctable. Il n'y a plus ni gauche ni droite. Presque tous les partis politiques sont en train d'exploser* », analyse François Bayrou (France 2). Il faut du renouveau, en déduit-il, mais surtout pas du neuf. Il faut un homme qui ne soit pas sur le devant de la scène, mais qui ait de l'expérience. Suivez son regard. « *Quand un pays va très mal, on essaie de trouver des gens qui ont traversé des choses difficiles. Le jeunisme ne marche pas* », martèle-t-il. « *Il faut que les grandes sensibilités* » soient représentées au premier tour, avance-t-il également, lui le seul rescapé de l'effondrement du centre.

A dix-huit mois du scrutin, François Bayrou tient ce week-end son université de rentrée et passe à la vitesse 2. L'opération « faire oublier son vote pour François Hollande » est achevée. Il s'est refusé à tout mea culpa, mais s'est remis tranquillement sous la bannière « de droite » en apportant son soutien à Alain Juppé et en faisant listes communes avec Les Républicains pour les élections régionales. Place désormais à la construction d'une candidature. Il ne sera pas le Premier ministre d'Alain Juppé, a-t-il récemment déclaré. CQFD : seul le combat présidentiel l'intéresse. Son soutien au maire de Bordeaux est maintenant toujours assorti d'un « *mais* », voire d'un doute sur sa capacité à l'emporter. Car, pour jouer la carte du renouveau par l'expérience, le patron du Modem a besoin du retour en 2017 de l'affiche Sarkozy-Hollande-Le Pen de 2012, et du trouble qu'elle pourrait susciter dans l'opinion. Ne faisait-il pas lui aussi partie de l'affiche ? Chez François Bayrou, la question suscite toujours la même réponse, moue agacée ou regard noir. Au choix.

[ccornudet@lesechos.fr](mailto:ccornudet@lesechos.fr)

Cécile Cornudet

© 2015 Les Echos. Tous droits réservés.

Numéro de document : news-20150925-EC-021352245018

**PUBLI** news-20150925-EC-021352245018

Ce certificat est émis à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : **2015-09-28**

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



# « Les primaires donnent la prime aux grandes gueules »

**MODEM.** François Bayrou soutient pour l'heure Alain Juppé dans la compétition à droite, sans rien exclure. Le maire de Pau, qui préside ce week-end l'université de rentrée de son parti, juge « possible » la prise de deux régions par le FN.

**POUR LE PRÉSIDENT** du Modem — qui lance demain soir son université de rentrée à Guidel (Morbihan) — et maire de Pau, il est « temps de reconstruire un paysage politique en lambeaux ». La crise des migrants a-t-elle fini par réveiller l'Europe ou au contraire l'a-t-elle achevée ?

**FRANÇOIS BAYROU.** Heureusement, elle s'est réveillée. On n'est pas bien sûr du chiffre de 120 000 personnes (NDLR : réfugiés que l'UE tente de répartir entre pays). Mais au moins une réponse d'urgence a-t-elle été élaborée, ensemble. Reste, pour nous Français, un constat inattendu et terrible. Ces migrants dont tout le monde connaît l'état de dénuement, arrivés en Europe, ne veulent pas venir en France ! Car l'image de la France est considérablement abîmée. Les migrants, par téléphones, tablettes, Facebook, découvrent et répandent que notre pays se porte mal, que notre chômage et nos tensions font de nous l'un des maillons faibles de l'Europe. Comment ne pas ouvrir les yeux ?

**Qui en est responsable ? François Hollande et sa gestion de la crise ?** Il est responsable, mais pas seul responsable ! La France s'affaiblit gouvernement après gouvernement. Et personne n'ose redresser la barre. Quant à François Hollande, il a suivi Angela Merkel, le ne

créé pas d'élan, sur aucun sujet. Il ne se comporte pas comme le leader entraînant dont la France et l'Europe ont besoin. La majorité est explosée entre ceux qui se « mélenchonisent » et ceux qui se « macronisent ».

**Alors, pour vous, quelle est la cause de cette impuissance ?** Absence de lucidité, manque de volonté. On nous raconte que notre situation, c'est la faute de l'Europe, ou de l'euro, ou de l'Allemagne, ou de la mondialisation, ou de la Chine. Et personne n'a le courage de dire que tous les chapitres de notre faiblesse, l'échec de l'éducation, l'explosion de la dette, le droit social illisible, les contraintes qui dis-

suaient d'embaucher, l'inquiétude des entreprises : tout cela est d'origine strictement nationale. Nous nous en sortirons le jour où nous déciderons, sans attendre les lendemains qui chantent, de nous retrousser les manches, nous-mêmes, et de corriger chacune de nos faiblesses.

**Que pensez-vous de l'éclatement du paysage politique, gauche, droite, écologistes ?**

Quand le tronc de l'arbre éclate, c'est que l'arbre est mort. La gauche officielle ne croit plus à ce que disait la gauche hier, la droite est minoritaire par rapport au Front national, et les écologistes deviennent des supplétifs. Pour être juste, disons que le centre aussi n'a cessé de se diviser en courants rivaux. Il

est donc temps de reconstruire.

**Les primaires sont-elles une solution ?**

Pour moi, les primaires sont à peu près le contraire de nos institutions ! Que voulait le général de Gaulle ? Il voulait enlever aux partis le choix du président, pour le hisser au-dessus de la mêlée. Que font ses héritiers ? Ils rendent le choix du président à un clan ou à un camp ! A une partie du pays contre l'autre ! Or, plus on divise le pays, moins on a de chances de le réformer.

**Vous soutenez Alain Juppé, mais c'est lui qui a voulu les primaires...**

Disons que nous ne partageons pas le même avis sur ce sujet. Lui pense que dès l'instant qu'il y a une participation suffisante, la raison l'emportera. Je suis plus inquiet. Je regarde ce qui se passe dans la primaire des Républicains aux Etats-Unis : c'est Trump qui mène parce qu'il dit des horreurs — injures, sexisme — sur tout le monde. La primaire donne une prime aux grandes gueules. Pour autant, je considère qu'Alain Juppé est le mieux placé pour rassembler.

**Vous vous rangerez derrière lui ?** Derrière lui, ce n'est pas mon idée. Avec lui, sans aucun doute. **Et si ce n'est pas lui ?** Je jugerai de ma responsabilité... **Emmanuel Macron a-t-il raison de cibler la fonction publique ?** Je déteste qu'on présente les fonc-

tionnaires comme des privilégiés. Car, à l'aune des prétendus privilèges, on peut livrer à l'opinion bien des catégories, les banquiers, les commerçants... et les journalistes. Qu'il faille assouplir, oui, ouvrir, oui, améliorer les carrières et les métiers de la fonction publique, oui. Mais que ce soit le PS qui en soit là, ça en dit long sur l'état de ce parti qui craque de partout.

**Même avec son référendum sur l'union de la gauche ?** Ce sera un ballon de baudruche ! Une manœuvre politicienne de dernier recours. Le problème des gens, ce n'est pas l'union de la gauche mais les promesses trahies.

**Aux régionales, vous faites**

l'union partout, même en Rhône-Alpes avec Laurent Wauquiez ? Il a pris des engagements écrits sur la ligne qu'il suivra. Nos adhérents vont voter.

**Croyez-vous aux victoires du FN dans le Nord et en Paca ?** Leur victoire est possible. C'est un scrutin majoritaire où celui qui arrive en tête, même de peu, obtient la majorité. Pour mener le combat, il faut cesser de reprendre ses thèmes, abandonner les leçons de morale. Il faut montrer concrètement que leurs solutions ruineront le pays, et qu'il existe des réponses nouvelles et concrètes.

Propos recueillis par  
MARTINE CHEVALET



François Bayrou.  
(LP/Jean-Baptiste Quentin)

## FISCALITÉ

# Taxes foncières : Valls va corriger les « effets pervers »

**PRÈS DE 1 400 €** pour... un potager ! Comme le révélait notre journal dans son édition d'hier, la taxe foncière sur terrains constructibles non bâtis a littéralement explosé cette année pour près de 2 000 propriétaires. La faute à un dispositif visant à libérer du foncier pour construire des logements dans des « zones tendues ».

Invité hier soir de l'émission de France 2 « Des paroles et des actes », Manuel Valls a reconnu la nécessité de corriger cette absurdi-

té fiscale. « Dans le cadre de la loi de finances 2016, il faut regarder de très près quelles sont les modifications que l'on peut apporter pour qu'il n'y ait pas d'effets pervers à une mesure dont l'objectif était sain », a déclaré le Premier ministre. Il faut dire que cette hausse — multiplication par deux, dix, voire parfois par cent — de la taxe foncière vient contredire la promesse du gouvernement de baisser les impôts. Hier soir, Valls a d'ailleurs une nouvelle fois admis que « les

impôts (avaient) pesé trop lourdement » depuis le début du quinquennat. Soucieux de voir « les Français très sceptiques d'une manière générale sur le discours politique », il veut croire que « la baisse de l'impôt sur le revenu est aujourd'hui ressentie ». Et insiste : « Ne comparons ces quelques centaines de cas, qu'il faut regarder avec attention, avec les 9 millions de ménages qui sont concernés par la baisse de l'impôt sur le revenu. »

PAULINE THÉVENIAUD

## En bref

■ **FRANÇOIS PÉROL**, ancien conseiller de Nicolas Sarkozy à l'Élysée et président du groupe Banque populaire Caisses d'épargne (BPCE), a été relaxé hier par le tribunal correctionnel de Paris, devant lequel il comparait pour prise illégale d'intérêts. Le parquet, qui avait requis contre lui une peine de deux ans de prison avec sursis et 30 000 € d'amende ainsi qu'une interdiction définitive d'exercer toute fonction publique, a annoncé qu'il faisait appel de cette décision.

■ **LE MACRON BASHING** continue à gauche. Après le « ras-le-bol » exprimé mercredi par le maire (PS) de Lille Martine Aubry, Gérard Filoche, figure de l'aile gauche du PS, s'en prend au ministre de l'Économie, taxé d'« obstacle criant à la défense élémentaire d'une politique de gauche ». Il a lancé hier un site Macron-démission.fr, réclamant son départ après ses déclarations sur les fonctionnaires, afin de « sauver la gauche du désastre », écrit-il. Hier soir, il avait recueilli quelque 1 700 signatures.

## ■ COULOIRS

# Deux Mistral et une blague

■ En petit comité, un poids lourd du gouvernement se félicite de la décision de l'Égypte, dévolue hier, de racheter à la France pour 950 M€ les deux navires de guerre Mistral, initialement promis à la Russie. Un joli coup qui tombe à pic pour l'exécutif. « On a dit à Sissi (NDLR : Abdel Fatah al-Sissi, le président égyptien) : si tu achètes les Mistral, fais-le avant les élections régionales (NDLR : prévues en décembre) ! », sourit ce ministre. Une plaisanterie, on l'aura compris...

# La « chipie » Duflot agace

■ C'est peu dire que les ambitions de l'écologiste Cécile Duflot de se présenter à la présidentielle de 2017 agacent les amis de François Hollande, qui redoutent que le président ne passe pas la barre du premier tour en raison d'une



dispersion des voix à gauche. « Cécile est dans une aventure personnelle. C'est une chipie, elle ment tout le temps ! Mélenchon et elle, je les mettrais bien ensemble, ils feraient un beau couple... » éreinte un hollandais historique.

# L'autre regret de Sarkozy

■ Face aux lecteurs de notre journal (nos éditions du 18 septembre), Nicolas Sarkozy avait esquissé un mea culpa, regrettant notamment certains aspects de son comportement lorsqu'il était à l'Élysée. Mais, en petit comité, l'ex-chef de l'État regrette aussi certaines erreurs dans la politique qu'il a menée. Ainsi a-t-il confié que la recherche d'économies budgétaires — la fameuse RGP (révision générale des politiques publiques) — dans la police était « une erreur ». « La police et la sécurité, estime-t-il aujourd'hui, cela ne marche pas comme ça, ce n'est pas un domaine où on doit raisonner en termes de coûts budgétaires. »





Aujourd'hui en France  
Actu Politique, dimanche 27 septembre 2015, p. 6

MoDem

### Ces militants centristes qui croient en Bayrou pour 2017

Martine Chevalet

#### Guidel (Morbihan) De notre envoyée spéciale

**LES ÉCHARPES** orange, les tee-shirts siglés « Bayrou président » (sans préciser l'année) et autres gadgets aux couleurs du MoDem sont en vente sur la place du village vacances de Guidel-Plage, dans le Morbihan, qui accueille cette année encore le parti centriste de François Bayrou. Pour sa 8<sup>e</sup> université de rentrée, le MoDem rassemble depuis le début du week-end quelque 600 personnes, fidèles d'entre les fidèles à qui participer revient à plus de 200 €. Studieux, ils écoutent, prennent des notes sur l'école, les migrants, la crise de l'euro, le défi climatique, le modèle agricole. Ils photographient les nouveaux orateurs, la journaliste Natacha Polony, fêrue d'éducation, ou l'ancienne juge de l'affaire Elf Laurence Vichnievsky, par ailleurs conseillère régionale EELV.

#### Repositionnement vers la droite

Bon nombre des centristes avaient pris du champ en 2012 lorsque François Bayrou avaient voté Hollande contre Sarkozy. Ils reviennent désormais, et ces centristes plus proches de la droite républicaine, inquiets de la montée du FN, représentent le profil type des nouveaux adhérents dans quasiment toutes les fédérations. Les alliances presque partout avec l'UDI et les Républicains aux régionales ont achevé de les convaincre que le balancier du MoDem, après la parenthèse de 2012, s'est redéplacé vers la droite. « Le réancrage sur notre droite rassure, les gens reviennent », constate Gilles, 32 ans, informaticien des Landes.

Aujourd'hui, l'aile gauche du MoDem est désagrégée. Pour les militants, il y a un sentiment de « retour aux fondamentaux » qui satisfait ceux qui, comme Marie-Jeanne, cuisinière dans le Val-de-Marne, n'ont jamais raté un seul rendez-vous de rentrée de François Bayrou depuis la création du MoDem en 2007. Pour elle, le décor de 2017 est déjà planté : « Si Juppé est battu aux primaires de la droite, Bayrou n'aura pas le choix. Il devra être candidat ! Peu importe que ce soit la quatrième fois. Mitterrand aussi a connu beaucoup d'échecs ! » dit-elle. « On attend de Bayrou qu'il incarne nos valeurs humanistes et une nouvelle approche de la politique plus consensuelle pour créer une majorité des modérés », résumant aussi plusieurs jeunes militants.

« Mais si Juppé est choisi aux primaires, alors une candidature Bayrou ne serait pas pertinente. Ils se marcheraient sur les pieds. Si c'est Sarkozy, François ira, le devra ! » ajoute Frédéric, 30 ans, enseignant vendéen. Le MoDem est donc bien « Juppé-compatible ». Mais il reste fermé à tout autre candidat des Républicains, a fortiori Nicolas Sarkozy. En cas de second tour qui verrait s'affronter Nicolas Sarkozy et François Hollande, ou Sarkozy et Marine Le Pen, ces militants assurent... qu'ils iraient à la pêche.

#### Illustration(s) :







Marianne (site web)

dimanche 27 septembre 2015

## Bayrou, l'éternel recours

Bruno Rieth

A l'Université de rentrée du Modem qui se tenait samedi et dimanche à Guidel, dans le Morbihan, le maire de Pau s'est appliqué à semer le doute sur son éventuelle candidature en 2017. JEROME MARS /JDD/SIPA "Être libre ou se reposer, il faut choisir". François Bayrou a choisi cette citation de Périclès pour répondre aux questions sur son éventuelle candidature en 2017, lors d'un déjeuner samedi en compagnie de journalistes en marge de l'université de rentrée du Modem dans le Morbihan. Ou comment ouvrir la porte à une nouvelle course à la présidentielle. Des régionales, lors de cette rentrée politique, il n'en a pas été vraiment question. Quelques sorties ici et là pour justifier sa stratégie d'alliance avec le parti de Nicolas Sarkozy. Marielle de Sarnez, proche parmi les proches de Bayrou participait dimanche matin à un meeting de soutien à Valérie Pécresse en Ile de France en présence de l'ancien président. Une stratégie au nom du "réel" explique le chef de file du Modem qui passe vite sur la question. Car, il ne cesse de le répéter, pour lui, "tout découle" de l'élection reine, la présidentielle. "Nous privilégions le rassemblement (...) avec d'autres qui seraient suffisamment proches pour que nous puissions bâtir avec eux une action cohérente", a-t-il lancé à la tribune lors de son discours de clôture. Un rappel évident à son soutien à Alain Juppé dans la course à la primaire à droite. Car seul l'ancien premier ministre, "le meilleur d'entre nous" disait de lui Jacques Chirac, s'attire les faveurs du Béarnais. Et si ces primaires, "un aléa" selon François Bayrou, devaient accoucher d'un autre candidat comme, sans le citer, Nicolas Sarkozy, il a prévenu : "Si cette chance n'était pas saisie, alors nous prendrions nos responsabilités, parce que nous l'avons toujours fait et que nous continuerons à le faire". Comprendre, il partirait pour un quatrième tour de piste. Le président du Modem en a aussi profité pour taper allégrement sur la politique de François Hollande. Selon les propos rapportés par le Figaro lors du déjeuner de samedi, le président du Modem a jugé ainsi que la majorité de gauche a "trahi" ses engagements de campagne ainsi qu'une "nécessité historique". Et de rappeler que face à Sarkozy, lors de son "Moi, Président", passé à la postérité, François Hollande avait juré de ne pas recevoir les partis politiques à l'Elysée : "Il a reçu Bénédictine neuf fois!" s'est exclamé Bayrou. Il a aussi pointé, lors de son discours de dimanche, la "responsabilité" de l'ancien secrétaire du Parti Socialiste dans "la stagnation" du pays, même si "l'échec vient de loin". Et de faire valoir "un devoir d'opposition". Des critiques qui permettent de le mettre dans la peau d'un présidentiable. Profitant de l'aspiration de l'UDI par le parti des républicains depuis que Jean-Christophe Lagarde a été élu à sa tête, François Bayrou semble donc vouloir jouer sa propre partition pour 2017. Il a même jugé à la tribune que "remettre en 2017 ceux qui ont été écartés en 2012, ce n'est pas un changement, c'est une restauration". Surfant ainsi sur le ras-le-bol des Français qui comme Marianne le pointait au début de l'année, veulent "dégager" le trio Hollande-Sarkozy-Le Pen. Mais les appels aux changements sont toujours à manier avec prudence, surtout lorsque l'on s'est déjà présenté à trois reprises en 2002, 2007 et 2012. L'homme pourrait toujours pour se justifier, se référer à cette phrase de François Hollande qui expliquait en 2011 dans les colonnes du JDD, "si je ne suis pas nouveau, je suis neuf." Pas sûr que cela fonctionne deux fois. Comment relégitimer l'Europe ? Tags: BAYROU, MODEM, SARKOZY, PRÉSIDENTIELLE 2017

© 2015 Marianne (site web). Tous droits réservés.

Numéro de document : news-20150927-MDQ-006

**PUBLI-©** news-20150927-MDQ-006

Ce certificat est émis à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : **2015-09-28**

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.





Le Jdd (site web)

politique, samedi 26 septembre 2015 - 04:12 (UTC +02:00)

## Bayrou doute des chances de Juppé et critique le principe de la primaire

Dominique De Montvalon

### Devant ses amis, le président du parti a violemment critiqué le principe de la primaire de la droite et du centre.

Si, au lieu d'être maire de Pau, François Bayrou était électeur en Île-de-France, voterait-il le 6 décembre pour la liste que conduit Valérie Pécresse? La réponse fuse : "Oui." Mais, à l'évidence, le président du MoDem - pas peu fier d'avoir rassemblé durant trois jours à Guidel (Morbihan) 600 militants "soudés" qui ont payé de leur poche cette escapade politique et ne jurent que par leur héros - a déjà la tête bien au-delà de l'échéance des régionales.

### VIDEO. Le "fauve" Bayrou déjà candidat en 2017

S'affichant "gaullien" ("Je crois, au fond, l'avoir toujours été"), il décrit - à gauche comme à droite, à l'extrême gauche comme à l'extrême droite - des partis usés jusqu'à la corde, divisés et même découpés chacun en "plusieurs tronçons". Il dépeint des Français découragés : "C'est le peuple européen le plus inquiet, le plus pessimiste et le plus sévère à l'égard de ses dirigeants." Il martèle que les électeurs veulent du "neuf" et autre chose qu'un remake de 2012 ou qu'une guerre entre une "prétendue droite" et une "prétendue gauche". Il insiste sur la montée en puissance d'un Front national qu'il faut, dit-il, combattre frontalement, mais pas à coups de leçons de "morale". Il souligne que les solutions préconisées par Marine Le Pen seraient "mortelles".

Il juge Manuel Valls "fatigué"

Cerise sur le gâteau : le gaullien Bayrou ne se contente plus de douter des chances de Juppé de battre Sarkozy en novembre 2016, il explique aujourd'hui que l'idée même d'une primaire pour désigner le candidat de l'opposition est totalement contraire à l'esprit des institutions de la Ve République. De Gaulle - qu'il cite - ne voulait-il pas, dit-il, mettre un terme au régime des partis, "la partitocratie"?

Sur l'exécutif, Bayrou juge Manuel Valls "fatigué" ("Rien de plus fatigant que la marche arrière"). Il ne parvient pas à comprendre pourquoi Martine Aubry n'a pas voulu aller "au combat" dans le Nord qui lui est si cher. Et s'il reproche à Emmanuel Macron de présenter les fonctionnaires "comme des privilégiés", il salue la façon dont, malgré "le corset" qui l'étreint, le ministre de l'Économie "regarde l'avenir". Avec des hommes comme Juppé et lui, laisse-t-il entendre, il serait possible de travailler demain. Puisqu'il ne saurait y avoir de réforme "sans rassemblement".

### Lire aussi : Bayrou sur Sarkozy : "Les hommes peuvent changer, et les poules avoir des dents..."

"Ce qu'il y a de formidable dans la vie, glisse soudain le maire de Pau, un brin songeur, c'est qu'elle est plus riche qu'on ne l'imagine, surtout quand on a auparavant traversé le désert..." Le Béarnais n'en dit pas plus, sauf qu'il faudra à l'heure des choix éventuels, avoir "de l'enthousiasme" et se montrer "responsable", soupire-t-il.

© 2015 Le Jdd.fr. Tous droits réservés.

Numéro de document : news·20150926·LJD·764461

**PUBLI-©** news·20150926·LJD·764461

Ce certificat est émis à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : **2015-09-28**

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



EN VUE

**Bayrou en arbitre**

Carl Meeus

Comme tous les grands fauves, François Bayrou a senti que la campagne présidentielle venait de commencer. L'explosion de la gauche, l'affaiblissement continu de François Hollande, la primaire de la droite et du centre, la montée du Front national... Il n'en fallait pas plus pour que celui qui avait expliqué qu'il ne s'occuperait désormais plus que des affaires de sa ville, Pau, regarde vers le nord en direction de l'Élysée. « François Bayrou peut être le Giscard de 1974, estime un élu. Celui qui crée la surprise. Il y a un espace et il l'a vu. » Si vraiment les Français ne veulent pas du match retour entre Hollande et Sarkozy, le Béarnais espère être celui vers lequel ils se tourneront en 2017. Hollande comme Sarkozy ne voient d'ailleurs pas d'un mauvais œil sa candidature, persuadés qu'il prendra plus de voix à leur adversaire! Dans tous les cas, celui qui fait sa rentrée politique ce week-end en Bretagne détient bien la clé de la présidentielle.

**Illustration(s) :**

Philippe GROLLIER/PASCO

François Bayrou

© 2015 Le Figaro Magazine. Tous droits réservés.

Numéro de document : news-20150925-LFM-452×20×2683551714

**PUBLI-©** news-20150925-LFM-452×20×2683551714

Ce certificat est émis à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : **2015-09-28**

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



**"atlantico**

Atlantico (site web)

dimanche 27 septembre 2015 - 09:12 UTC +02:00

## **François Bayrou : "la primaire veut que ce soit souvent les plus agressifs, les plus radicaux, les plus transgressifs qui sont choisis"**

François Bayrou

**La crise migratoire, la croissance, les actions menées par François Hollande et les primaires, le président du Mouvement Démocrate donne sa vision de cette France qu'il considère comme "le maillon faible des pays qui devraient être à la pointe de l'Europe".**

**Atlantico : Après les nombreux sommets consacrés à la Grèce, l'Europe continue avec le même mode de fonctionnement à propos de la crise des migrants. L'année 2015 est-elle un révélateur d'une défaillance du mode de gouvernance européen ? L'Europe a-t-elle besoin d'un pouvoir fédéral supérieur permettant de faire face à la seule addition d'intérêts nationaux, apparemment incapables de produire la recherche d'un intérêt général européen ?**

**François Bayrou :** J'ai toujours beaucoup de réserves en face de l'adjectif « fédéral ». Le mot fédération, le modèle fédéral, est très mal compris en France. Parce qu'en France, on croit que ce modèle est centralisé, avec un pouvoir supérieur qui règle les affaires à la place des gouvernements ou des Etats membres. Et auquel on doit obéir, et qui peut donc être ressenti comme autoritaire ou despotique.

Alors que le modèle fédéral, c'est exactement le contraire. On le voit en Suisse, c'est un modèle décentralisateur, profondément respectueux de chacun des membres de l'entente. C'est donc un mot qui risque, en France, d'être mal interprété, qui peut nous renvoyer aux causes de l'échec du référendum de 2005.

En réalité, ce dont il s'agit, si l'on veut trouver un synonyme plus explicite en Français, c'est un modèle coopératif. Ce sont des nations indépendantes et alliées, fières de leur identité, de leur vocation historique, qui s'allient pour remplir ensemble un certain nombre de tâches qu'elles ne peuvent accomplir seules. Exactement comme des agriculteurs dans une coopérative, ou des ouvriers dans une Scop. Personne n'abandonne la fierté d'être ce qu'il est, et pourtant on agit et on décide ensemble dans un certain nombre de domaines délimités, où seul on serait impuissant et désarmé.

Ce modèle de coopération, de volonté partagée, on en a le plus urgent besoin. On le voit dans la crise des réfugiés, et on le voit dans la crise grecque. Ce qui manque, pour que ce modèle fonctionne, c'est que se forme un authentique débat politique, que les citoyens y soient engagés, que les débats soient transparents aux yeux des gens, que l'on sache ce dont on parle.

Dans l'affaire grecque, ce manque a été frappant. Pendant des semaines, personne n'a su ce que défendait la France, ou même ce que défendait l'Allemagne. Si l'on avait eu un débat ouvert, public, solennel, alors il y aurait eu une opinion publique européenne qui se serait formée sur un certain nombre de sujets. Vouloir se passer du caractère civique des débats, c'est le péché originel de la manière dont l'Union fonctionne aujourd'hui.

Pour la Grèce, ce qui s'est imposé, c'est que le prix de la crise était plus lourd que le prix de l'effort. C'est une leçon impressionnante, car la volte-face de Tsipras, suivi par son opinion, a provoqué un tsunami chez tous ceux qui affirmaient qu'ils allaient imposer une politique « anti-austérité », et l'écrasement de ses dissidents de gauche. C'est une leçon politique incroyable qui s'adresse, au-delà de la Grèce à tous ceux, pour certains de bonne foi qui ont soutenu ces promesses. Tsipras et le peuple grec ont conclu que le prix de sortie de l'euro était trop lourd, ils ont choisi le prix de l'effort. À l'encontre même de tous leurs engagements.

### **Quelle serait la forme de gouvernance permettant à l'Europe d'être plus efficace ?**

Tous les modèles fédéraux ou coopératifs fonctionnent avec une instance de décision dans laquelle les membres sont obligés de prendre leurs responsabilités, par des votes. Par exemple, le 22 septembre pour les réfugiés. 4 pays ont refusé de suivre, mais cela n'a pas empêché la décision d'être prise. Mais il y a une condition facile à remplir, pratique, qui n'exige pas que l'on récrive les traités. Un bon fonctionnement de l'Union exige que la délibération des gouvernants devienne publique.

L'intérêt général doit se définir par l'élaboration d'une voie démocratique, et c'est cela qui manque le plus. Personne ne sait de quoi débattent les parlementaires européens, pourtant c'est comme ça que se forme une volonté générale. Personne ne sait de quoi débattent les Etats, et personne n'identifie le caractère insupportable de décisions qui engagent au plus haut point l'avenir des citoyens européens, mais dont aucun citoyen européen n'est réellement informé.

Nous avons besoin de savoir. Je martèle qu'il nous faut une instance de délibération dont une part du travail soit



publique. Que l'on sache ce que veut la Chancelière allemande, ce que veut le Président de la République française, ce que veulent les chefs de gouvernement espagnol ou italien. Et que l'on voie ainsi se former une opinion publique européenne. Tsipras forme lui aussi une partie de l'opinion publique européenne. Il est aujourd'hui, non pas seulement une figure grecque, mais une figure européenne. Donc, cela est possible. Et cette instance, l'instance où les États débattent, où les États s'expliquent, où les États proposent, qui fait naître une opinion publique européenne, ce doit être le Conseil européen.

La France n'est pas une région de l'Europe mais un pilier souverain de l'ensemble européen. Ce que je décris n'est pas étranger au processus communautaire, que l'on a oublié. Une communauté se construit en unissant des personnes de plein exercice, pas des sujets. Cette nuance est la condition même de l'avenir de l'Union Européenne. Il ne s'agit pas de créer un gouvernement européen extérieur aux nations, dont les décisions s'imposeraient aux États. Il s'agit d'associer des volontés, d'examiner ensemble les problèmes, spécialement les problèmes brûlants, d'avoir un débat, puis de trancher.

Pour prendre un exemple de problème brûlant, la guerre en Irak a été un sujet majeur en 2003. Il y a eu un débat très important et personne n'en a rien su. S'il y a avait eu une confrontation, entre Chirac, qui portait à mes yeux une voix européenne et française, forte et mobilisatrice, et je crois qu'il avait raison, et, en face, Blair, Berlusconi, Aznar, Baroso, ou même implicitement Sarkozy, s'il y avait eu ce débat public, les citoyens européens se seraient prononcés et on aurait vu des manifestations pro- Chirac à Londres ou à Madrid. La démocratie, ce sont des débats mis en scène avant d'être mis en acte. Si les mots ont en sens, quand il existe une instance démocratique, les citoyens doivent en être partie prenante. Au moins par l'information des décisions qui se préparent et qui seront prises. Alors l'Europe deviendra passionnante et entraînante. Alors elle fera famille.

Un modèle communautaire transparent est un modèle original, qui n'est pas les États Unis mais pas non plus l'inter-gouvernemental, qui aurait sa propre logique et sa propre force. Mais une des difficultés aujourd'hui, c'est que la France, qui devrait être naturellement force d'entraînement et de proposition, et d'équilibre en Europe, est indécise, trop faible, et donc absente.

**Plus spécifiquement, concernant la crise des réfugiés, en déclarant vouloir accueillir 800 000 demandeurs d'asile sur son territoire, l'Allemagne n'a-t-elle pas contribué à mettre ce décalage en évidence ? Considérez-vous que par cette déclaration, Berlin aurait provoqué un appel d'air ?**

C'est une déclaration que j'ai trouvée risquée et qui a constitué un appel très important. Et cet appel a été parfaitement entendu. Mes amies députées européennes, Marielle de Sarnez et Nathalie Griesbeck, sont allées sur toutes les frontières de la région. Les milliers de personnes qui passaient chaque jour disaient « Alemania ».

Il est assez frappant de voir que ce n'est pas Angela Merkel la première qui a prononcé ce chiffre, c'est le patronat allemand, qui, il y a plusieurs mois, a dit qu'il avait besoin de 800.000 personnes pour la main d'oeuvre. Et d'une certaine manière, le chiffre a fait boule de neige, alors que ce n'est pas un chiffre d'origine politique, c'est un chiffre d'origine économique.

Mais je suis très préoccupé quand on néglige les dynamiques psychologiques et sociologiques qui naissent quand il y a des déséquilibres de population. D'ailleurs, l'Allemagne n'a tenu que quelques jours, moins d'une semaine, avec des frontières ouvertes. Parce que ce n'est pas viable, tout simplement. Le gens disent « racisme », mais ce n'est pas du « racisme », ce sont les conséquences directes qui se traduisent en termes de rejet, d'un déséquilibre de population.

Quand un groupe est formé, tout apport trop important en nombre crée un déséquilibre dans ce groupe. Il faut avoir assez d'humanité et de générosité pour le comprendre. Parce qu'il faut être généreux avec celui qui arrive. Mais il faut aussi être généreux avec ceux qui étaient déjà là, sinon ils se sentent abandonnés, incompris. Tout cela manque de compréhension mutuelle, peut-être par absence de réflexion, de culture où d'empathie. Mais toute approche idéologique ou systématique est vouée à l'échec. C'est pourquoi il faut penser le court terme, l'urgence, et, en même temps, le moyen terme et même le long terme.

**Est-ce que François Hollande a eu raison de refuser les quotas dans un premier temps... ?**

François Hollande change d'avis trop souvent. Sa politique est illisible. Il fallait comprendre très tôt ce qui passait et surtout en parler à son pays. Ce qui m'a frappé dans le courant de la crise grecque par exemple, c'est que pendant un mois entier, tout le monde parlait de ce sujet, en dehors de François Hollande. Or la mission d'un Président de la République, ce n'est pas de s'enfermer dans un château-fort, d'où on téléphone à d'autres chefs de gouvernement, c'est d'être au moins autant en contact et en empathie avec le peuple qui lui a confié cette charge. Sinon, c'est la dévaluation de la fonction.

**La France s'apprête à accueillir quelques milliers de réfugiés. Si le nombre de réfugiés est faible par rapport à la population, la répartition n'est pas homogène sur le territoire, et peut contribuer à**



**exercer une concurrence entre "pauvres" dans le pays. Comprenez-vous l'inquiétude de nombreux français vis à vis de cette situation ? Comment faire pour répartir "l'effort" équitablement ?**

Il faut donner une appréciation chiffrée et proportionnelle à la population, pour savoir ce que chacun devrait faire. Pas une obligation au sens strict, bien que chacun soit par la force des choses placé dans l'obligation de s'expliquer des décisions qu'il prendra.

Je prends le chiffre donné, c'est à dire 24 000 réfugiés. Les Pyrénées Atlantique représentent un centième de la population française. Ce qui représente 240 réfugiés pour le département. Pau représente un quart de la population de ce département, j'ai donc annoncé que nous étions prêts à accueillir 60 voire 80 réfugiés, s'il faut contrebalancer ceux qui refuseraient. Il faut être simple. 60 ou 80 réfugiés, cela représente entre 20 et 25 familles, nombre que l'on peut loger, accueillir, et former, notamment à la langue française. Et ce sont des gens qui veulent travailler.

Permettez-moi de dire que je n'oublie jamais que nous avons été un pays d'émigration. Beaucoup parmi les nôtres, surtout chez nous, en Béarn, au Pays Basque, en Bretagne, sont partis pour trouver au loin un sort meilleur. Pas même en raison de la guerre, mais de la misère noire dans laquelle ils vivaient. Chacun doit accueillir sa part. Mais à condition que les chiffres n'exploient pas sinon cela devient très difficilement gérable.

**Comment traiter les causes de cette situation ?**

Pour s'en sortir en Syrie, il faudra une action internationale dans laquelle on inclura l'Union Européenne, les Etats Unis, la Russie, l'Iran et la Turquie. Je pense que la Russie est en train d'accepter que Bachar Al Assad s'en aille. Les modalités seront à mettre au point, mais la ligne directrice est là.

Et il faudra imposer un certain nombre de règles élémentaires à ceux qui voudront que s'édifie un ordre nouveau. La règle numéro un est la protection des minorités. Deuxièmement, la liberté de conscience, c'est-à-dire le droit reconnu d'avoir une religion qui n'est pas celle du pouvoir. Si vous avez ces deux choses-là, vous êtes dans un monde qui commence à devenir vivable.

Et donc, Daesh, qui transgresse toutes les lois les plus élémentaires de l'humanité, est l'ennemi de ce que nous avons à construire.

Tout régime qui accepte ces deux données initiales est un partenaire, et tout régime qui les refuse doit être soumis à une pression. Diplomatie s'il n'est pas violent, militaire s'il est violent. Mais ce qui me navre, c'est que la France ne dit rien. Il y a même, si je comprends bien, plusieurs lignes au sein de notre gouvernement, par exemple entre le ministère des affaires étrangères et le ministère de la défense.

**Avec 0% de croissance au second trimestre, la France est la lanterne rouge d'une économie européenne, elle-même confrontée à un taux de chômage de 10.9%. La résolution de cette crise ne passe-t-elle pas d'abord par l'échelon européen avant l'échelon national ? Face à un tel contexte, comment expliquez-vous le silence politique de la classe politique française quant aux leviers économiques supranationaux ?**

Je ne vois pas les choses comme vous. Il y a des forces très puissantes, qui se contentent d'accuser « les autres », qui proclament que c'est la faute des autres, de l'Allemagne, de l'Euro, de la façon dont on conduit l'Euro, de l'Amérique, des Chinois. Et moi, je crois que nos faiblesses sont intégralement de notre responsabilité.

L'éducation nationale est aujourd'hui l'une de nos principales faiblesses. Or personne ne nous a entraîné dans un tel échec. Personne ne nous a contraints à désorganiser les choses au point que beaucoup de nos enfants ne savent plus lire. Pour le droit du travail, c'est la même chose. Personne ne nous a obligé d'avoir un code du travail illisible. Personne ne nous a obligé à avoir notre fiscalité. Personne ne nous a obligé d'avoir la pire formation professionnelle possible. Tout cela est le résultat de notre pure irresponsabilité nationale.

Il y a si peu de temps que nous étions plus forts que l'Allemagne. C'était pas plus loin qu'en l'an 2000. Autant dire hier matin. Et aujourd'hui les réfugiés dont on a fait un événement majeur, ne veulent même pas venir en France. À peine quelques centaines ont accepté de venir chez nous. Et certains paraît-il sont repartis.

Nous avons tous les moyens d'améliorer notre situation à condition de volonté et de courage. Pour moi, là est le cœur de la lucidité politique qui seule nous permettra de nous en sortir.

Nous sommes le maillon faible des pays qui devraient être à la pointe de l'Europe. Et cela est uniquement de notre faute. Parce que nous n'avons pas eu les hommes politiques à la hauteur de la situation, parce qu'ils n'ont eu ni la vision ni le courage, et parce que nos institutions ne sont pas à la hauteur.

**Depuis le début de notre entretien vous pointez du doigt un problème de leadership dans le paysage politique français et vous venez de dire : c'est parce que nos institutions sont nulles. Que voulez-vous dire ?**

35



Oui, on confond toujours les symptômes et les causes. Il y a une phrase de Bossuet que j'aime beaucoup : « le ciel se rit des prières qu'on lui fait pour écarter de soi des maux dont on persiste à vouloir les causes ». Or, tout ce que nous décrivons en réalité ce sont les conséquences des règles erronées avec lesquelles nous vivons. Je ne suis pas de ceux qui disent : c'est la faute de la Vème République. Il suffit de jeter un coup d'oeil autour de nous pour réaliser que la question de la personnalisation du pouvoir, qu'on reproche à la Ve République, est une réalité mondiale. Angela Merkel n'a pas moins de pouvoir qu'un Président de la République français. Elle a moins de pouvoir en théorie juridique mais elle n'a pas moins de pouvoir réel. Cameron c'est la même chose, il a des pouvoirs très importants liés à la personnalisation. Tsipras idem, Renzi aussi tout comme bien sûr le Président des Etats-Unis. La personnalisation du pouvoir, la *leadershipisation*, si on veut faire un néologisme rigolo, c'est un phénomène entièrement lié aux modes de communication avec lesquels nous vivons. Et de ce point de vue-là, je considère que c'est heureux. En revanche, cela suppose juste vision, courage et savoir-faire car il faut savoir parler à l'opinion. Il faut des leaders qui sachent penser et trouver les mots justes. Ce que nous n'avons pas.

### **A cause des institutions ?**

Je crois qu'il y a deux causes principales ; la première c'est que notre système de représentation est disqualifié. Entre le FN, l'extrême gauche et le centre indépendant, 50% de français n'ont pas de représentation. Le débat public ne peut donc pas se nouer et les gens s'en détournent. Ils votent pour ceux qui n'ont aucune chance d'avoir une représentation par réprobation du système.

Deuxièmement, comme nous n'avons pas un système de démocratie équilibré il n'y a qu'un seul jeu politique pour les ambitieux, c'est de savoir sur quelle case de futur président ils vont mettre leurs billes ce qui décourage toute pensée, toute conviction, toute originalité, toute transgression, tout talent puisque la règle du jeu ça n'est pas de s'affirmer mais de se soumettre.

Pourquoi la IVème et les débuts de la Vème République ont-ils été intéressants du point de vue des personnalités ? Parce que la grille de sélection avait été la résistance et donc le courage. Les qualités humaines ne se résumaient pas à « derrière qui je vais me mettre ».

Aujourd'hui, la grille de sélection, souvent c'est l'ENA et même telle ou telle promotion. Ça n'est pas du tout la même manière de penser. Lorsque vous êtes dans une carrière administrative et que vous êtes chef de bureau, pour devenir sous-directeur vous vous demandez comment être dans le bon réseau pour y arriver. L'organisation en réseau de la société française est un drame. Dans le monde des réseaux, nos enfants, quelle chance ont-ils ?

La démocratie, c'est quand les cartes sont sur la table, en France les cartes sont sous la table. Tout est biaisé. Par exemple, un très grand nombre de responsables politique n'ont jamais eu de métier. Ils ont été stipendiés par le parti, c'est à dire ils ont été élus au bureau du MJS, puis permanent au MJS, puis ils sont passés à SOS racisme, avant de devenir assistant parlementaires puis conseiller régional dans une province éloignée puis adjoint au maire puis député au profit d'une alternance. Ils n'ont aucune expérience professionnelle, ils n'ont aucune expérience de vie.

### **Mais ils ont été élus, comment pousser les gens à choisir des profils différents ?**

Il faut changer les institutions, il faut changer la pratique. Il faut que nous nous ingéniions à transformer le système de représentation et de sélection des élites. Il faut une vie publique qui offre une chance à des personnalités qui ne sont pas conformes, pas inféodées. Il faut que le pluralisme supprime le monopole du pouvoir à deux qu'exercent de concert le PS et LR. Il faut faire respirer ce système verrouillé et consanguin.

### **Vous disiez, il y a quelques minutes : « il n'y a qu'un seul jeu politique pour les ambitieux, c'est de savoir dans quelle case de futur président ils vont mettre leurs billes ». Le système des primaires n'accélère-t-il pas ce processus ?**

En tout cas, il le consacre. Ce que je reproche à la primaire c'est qu'elle est le contraire de la philosophie des institutions que nous avons choisies. Il faut relire le discours prononcé à Bayeux par le Général De Gaulle, où bien écouter l'enregistrement. C'est un enregistrement assez drôle, car il y a, derrière la voix majestueuse du Général déroulant les grandeurs de sa rhétorique, un petit oiseau qui ne cesse de chanter... Et que dit le Général : les institutions nouvelles se caractériseront par le fait que le gouvernement ne dépendra plus des jeux parlementaires. Il sera nommé par le Président de la République qui lui-même sera élu par.... il ne disait pas encore « par le peuple », mais par 300 000 responsables. Après il est passé au suffrage universel, suffrage qui veut que la sélection entre candidats soit faite par les citoyens et pas par les partis. Et que faisons-nous avec les primaires ? Nous faisons exactement le contraire. Il est paradoxal que ce soit moi qui défende contre ses héritiers proclamés le message gaulliste, mais enfin j'observe la logique des institutions. Que dit De Gaulle, « elle n'est pas de gauche la France, elle n'est pas de droite ». Il veut dire que la volonté nationale ne doit pas être soumise aux partis ni aux camps. Qu'est-ce que nous faisons ? Nous remettons la sélection du candidat



destiné à être présent au premier tour dans les mains des militants et des sympathisants d'un camp. Ce sont ceux qui se reconnaissent dans une volonté idéologique qui vont sélectionner le candidat et eux seulement. Deuxième reproche, la primaire veut que ce soit souvent les plus agressifs, les plus radicaux, les plus transgressifs qui sont choisis. Regardez les primaires du parti Républicains aux Etats Unis, c'est Trump qui est en tête de loin.

**De ce point de vue-là, les sondages vous donnent tort puisqu'Alain Juppé semble avoir une légère avance sur Nicolas Sarkozy...**

Oui mais permettez-moi de redouter la suite. Je serais ravi qu'Alain Juppé soit choisi, je le soutiendrai. Au passage : ça n'arrive pas souvent qu'un responsable politique avec la légitimité d'un vrai courant politique et un socle de suffrages conséquent dise : je soutiendrai quelqu'un qui n'est pas de mon parti. C'est pourtant le choix que j'ai fait. S'il est désigné candidat de la droite à l'élection présidentielle, nous aurons je n'en doute pas un accord de majorité, et je lui apporterai mon soutien car il a deux vertus à mes yeux : c'est un homme avec qui on peut parler et s'entendre, et qui pose le rassemblement comme condition de la réforme.

**Vous négocieriez un accord législatif ?**

Oui, je ferai évident tout ce que je peux pour reconstituer un courant central fort dans la majorité future et je serai avec lui.

**Et si c'est Nicolas Sarkozy le grand vainqueur des primaires, vous vous présenterez ?**

J'aurai ma liberté. Il y a une chose qui est pour moi frappante c'est que, s'il n'y avait sur la table que les bulletins de vote Hollande Sarkozy et Le Pen, je ne saurais lequel choisir. Mes amis, mes proches, mes enfants comme des millions de français et moi-même n'aurions pas de bulletin de vote et ceci est pour moi une idée insupportable.

**Pour les élections régionales, le leader du Modem en Rhône-Alpes a pourtant rallié Laurent Wauquiez. Vous approuvez ?**

C'était inattendu pour moi, les messages ne sont pas vraiment passés comme ils auraient dû passer. Mes amis sur place disent que Wauquiez a donné toutes les assurances écrites nécessaires pour dire qu'il ne serait pas dans les excès qu'on lui reprochait. Mais il est vrai que la menace de l'extrême droite dans cette région est réelle donc je pèse le pour et le contre avec équanimité j'espère.

**Vous êtes vous-même dans une situation compliquée car votre candidature risque d'interdire au candidat de droite d'être présent au second tour. Vous offririez donc une victoire à la gauche ?**

La force de Marine Le Pen c'est surtout l'impasse PS UMP. C'est donc un impératif civique de faire une autre offre aux français. J'ajoute que le candidat du PS, et c'est moral, ne peut pas être présent au second tour.

**Pourquoi dites-vous que c'est moral ?**

Parce que qu'il a tout fait pour ne pas affronter les responsabilités qui étaient les siennes. Il avait des atouts que peu de présidents auraient pu espérer, il les a gaspillés.

**Quels étaient ces atouts ?**

Nicolas Sarkozy avait découragé un certain nombre de gens qui n'étaient pas de gauche et qui ont fait crédit à Hollande d'être différent de lui. Il avait pris des engagements de modération. Il avait promis de réunir le pays, de s'attaquer au déficit et à la dette, d'instaurer la proportionnelle pour que toutes les sensibilités du pays soient représentées. Une fois élu, il a tourné le dos à ces engagements. Il a donc lui-même voulu les conditions de son échec.

Je lui ai moi-même souvent proposé des orientations qui lui auraient permis de changer cela. J'ai avancé des propositions de textes, sur la moralisation de la vie publique, sur la nécessité de baisser le nombre de députés et de sénateurs, de supprimer le Conseil Economique et Social, de soumettre les parlementaires à l'impôt, de réformer le financement des partis, de changer la règle électorale. J'ai dit à François Hollande : voilà ce qui peut être soumis au parlement et si le parlement le refuse il faut un référendum. Référendum qui aurait été gagnant. Il serait apparu comme quelqu'un qui est un réformateur cohérent mais il ne l'a pas fait.

Ce qui est mis en cause par les français chez François Hollande c'est l'inadéquation entre la personne et la fonction. Il a renoncé dès la première minute à être un président historique, il n'a pas cherché à réunir les Français, il a cherché à concilier les courants du PS ! Quand on voit le temps qu'il a consacré à recevoir des groupuscules pseudo centristes pseudo écologistes des dizaines de fois pour faire de la cuisine politique. Ça n'est pas le rôle d'un Président de la République.



**Illustration(s) :**



François Bayrou.

**Note(s) :**

Mise à jour : 2015-09-28 11:52 UTC +02:00

© 2015 Atlantico (site web)

Numéro de document : news-20150927-ATL-2353409

**PUBLI-©** news-20150927-ATL-2353409

Ce certificat est émis à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : **2015-09-28**

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.





Ouest-France  
Toutes éditions

Politique, vendredi 25 septembre 2015

## Bayrou s'oppose à Hollande et rejette la primaire

Recueilli par Michel URVOY.

**Au matin de son université d'été à Guidel (Morbihan), le président du MoDem et maire de Pau explique pourquoi il se situe clairement dans l'opposition et refuse de participer à la primaire.**

Entretien

Diriez-vous que François Hollande a déjà perdu 2017?

Mon impression est que les Français ont tiré un trait. En raison de l'incroyable contradiction entre ses promesses et la réalité - prenez la tirade « moi, président de la République » et voyez ce qu'il en reste... - et en raison du sentiment qu'ont les Français qu'il navigue à la godille alors que la mission d'un président de la République est de définir le cap.

Trouvez-vous l'opposition lisible et convaincante?

Le monde politique est victime d'une explosion généralisée. À l'extrême gauche, il y a au moins trois courants. Le Parti socialiste est en voie d'explosion. Les écologistes sont en quatre ou cinq morceaux. Le centre n'est pas uni. Les Républicains sont dans une guerre tous azimuts. Et au Front national, on sait ce qu'il en est de la guerre de famille.

C'est le symptôme de la difficulté des temps. Les modèles anciens ne sont plus adaptés. Quant à l'opposition, elle est obnubilée par les primaires et n'a plus qu'un seul discours : « C'est la faute des autres ! » Or, elle a sa part de responsabilité.

En tirant le débat vers la droite, le FN vous ouvre-t-il un espace?

Les scores du FN changent le centre de gravité de la vie politique et poussent aux discours les plus durs, les plus agressifs. Mais la seule question importante est de comprendre pourquoi l'extrême droite atteint ces scores ! Et c'est évidemment le sentiment d'impuissance donné par les deux partis principaux qui se sont succédé au pouvoir.

Entre les deux, il y a vous, le Sisyphe de la présidentielle. Que pèse le MoDem aujourd'hui?

Toutes les enquêtes sur la présidentielle nous donnent entre 10 et 14 %. Mais je ne suis pas en campagne, ni dans l'idée d'une campagne.

Vous situez-vous clairement dans l'opposition à la politique menée?

Oui ! Il faut sanctionner le non-respect des promesses, l'absence de cap et de style, bref l'impuissance dans laquelle le pays est plongé.

Vu le succès de certaines surenchères, croyez-vous les Français réceptifs à un discours consensuel?

À un discours équilibré, oui ! Mais on ne gagne pas une élection sur la seule raison et le consensuel. Il faut y ajouter l'engagement, la passion, et la sensibilité que l'on est capable de montrer. On peut être passionnément équilibré. Si on montre un chemin attractif, on peut être entendu.

On peut être attractif pour combattre les déficits?

Aucun responsable politique ne peut désormais se moquer des déficits. Regardez ce qui vient d'arriver à Tsipras ! La situation d'un pays comme la France, qui doit emprunter tous les jours, interdit de laisser planer l'idée que l'on ne remboursera pas.

Comment oxygéner l'économie sans alourdir les déficits?

Très simplement : un droit du travail lisible, un contrat de travail qui permette de ne plus avoir peur d'embaucher, une fiscalité équilibrée, des collectivités locales simplifiées, alléger les charges indues, donner de la sécurité et de la formation aux salariés... On ne peut faire participer le pays à cet effort qu'en renonçant au sectarisme.



Pour cela, il faut se faire élire ! L'idée vous est-elle venue de concourir à une primaire ouverte de la droite et du centre?

Non. Une telle primaire suppose que l'on accepte qu'il n'y ait que deux camps, droite contre gauche, et qu'on s'inscrit dans l'un de ces camps. Or, le message du centre, c'est de refuser la guerre perpétuelle entre ces camps. Et puis qu'est-ce que ça veut dire la « droite » quand le FN est à 30 %?

Et comment redresser un pays perpétuellement coupé en deux, en trois, en quatre? C'était tout le message du général De Gaulle ! C'est paradoxal que je doive, moi, le rappeler ! La tâche de reconstruction exige que l'on puisse obtenir non pas un soutien partisan, mais une adhésion large de l'opinion.

Si Alain Juppé va au bout de son parcours, vous ne lui mettez pas de bâtons dans les roues?

Si Alain Juppé est choisi comme candidat au terme de cette compétition, je serai avec lui et je l'aiderai.

Et si c'est Nicolas Sarkozy?

Alors, je me reposerai la question.

Comment vous projetez-vous dans l'avenir?

J'ai la chance d'avoir entre les mains une responsabilité heureuse pour moi qui est la mairie de la capitale du pays où je suis né, où j'ai grandi et que j'aime. Deuxièmement, un des objectifs de ma vie, c'est de faire vivre un centre uni et indépendant. On n'y est pas !

Le démon de la division a saisi ce camp avant les autres. Peut-être en sortira-t-il avant les autres ! L'échéance de 2017 sera le rendez-vous de la reconstruction de cette famille politique. Et j'y travaillerai de toutes mes forces pour lui donner le poids et l'audience qu'elle mérite.

La crise grecque a ébranlé l'Europe. Vous avez peur qu'elle se fracasse?

Au contraire : la crise grecque a d'une certaine manière consolidé l'Europe. Car la preuve a été faite que les discours de facilité n'ont pas résisté à la réalité. Tsipras a dû sacrifier ses promesses et a gardé le pouvoir.

Varoufakis, qui prétendait porter le flambeau du « refus de l'austérité », est tombé à moins de 2 % ! Cette élimination de ceux qui estimaient qu'on pouvait échapper à l'effort est incroyablement démonstrative.

Mais quand on voit Daech, les réfugiés, la guerre...

Aucun pays ne peut s'en sortir tout seul. Regardez les réfugiés ! Que pourrait la France seule? Autre chose est de savoir si nous savons faire marcher harmonieusement cet ensemble européen : non, on ne sait pas ! On n'a pas d'organe de décision équilibré et on n'a surtout pas la transparence que l'opinion attend.

Nous devons exiger efficacité de la décision et transparence. Il faut que nous soyons en Europe comme les agriculteurs dans une coopérative, les ouvriers dans une Scop, des gens attachés à leur indépendance, mais qui comprennent qu'ils ne peuvent pas être seuls. Ce modèle mutualiste ou coopératif, si l'on y réfléchit, c'est un modèle pour l'Europe.

#### **Illustration(s) :**

François Bayrou, président du MoDem et maire de Pau (Pyrénées-Atlantiques).

© 2015 Ouest-France. Tous droits réservés.

Numéro de document : news-20150925-OF-70455297

**PUBLI-©** news-20150925-OF-70455297

Ce certificat est émis à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : **2015-09-28**

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.





Départementale, samedi 26 septembre 2015

## Les centristes phosphorent à Guidel

Yann-Armel HUET. -

**L'université d'été du MoDem a démarré hier. Les militants ont débarqué de toute la France pour trois jours de réflexion.**

Reportage

Club Alambra à Guidel-plages, hier. Soleil et mer bleue. Les militants MoDem débarquent de toute la France pour leur université d'été.

« **Si on vient ici, c'est pour retrouver des amis et réfléchir ensemble à l'avenir de notre mouvement** », lance, guillerette, Jacqueline Deneuve, responsable des jeunes démocrates en Charente-Maritime. **J'attends de cette université des contacts enrichissants et une stratégie pour les élections.** »

« **On est tous partis du Sud, en covoiturage. Six voitures remplies**, s'amuse Amélie Broutin, 32 ans, qui accompagne son compagnon, Benjamin Bourgeois, élu à la mairie de Pau, la ville de François Bayrou. **Pour moi, c'est une première. J'ai vu le programme des ateliers. Ça a l'air sympa.** »

Réfugiés, démocratie, économie, école, défi climatique, modèle agricole... Les sujets de réflexion ne manquent pas et les militants confient tous, avec humour, qu'ils aiment phosphorer : « **On donne une image un peu intellectuelle**, rigole Olivier Gafa, responsable de la fédération de la Drôme. **Mais on ne veut pas être seulement dans la critique. On veut trouver des solutions.** »

Tous approuvent la décision de s'allier avec les Républicains et l'UDI pour les Régionales, « **quand c'est possible, parce que ce n'est pas le cas partout** ». Et que pensent-ils de la position de François Bayrou de soutenir Alain Juppé pour la prochaine présidentielle? Ils approuvent. Mais ils sont aussi nombreux à avouer qu'ils n'iront pas voter à la primaire des Républicains. « **On ne peut pas signer qu'on adhère à toutes les valeurs de la droite, puisque nous sommes des centristes** », justifie Childeric Muller, président de la fédération des Bouches-du-Rhône.

Ce samedi et dimanche, université d'été du Modem à Guidel Plage. Entrée libre. Renseignements : tél. 01 53 59 20 00. Le programme complet sur [www.mouvementdemocrate.fr](http://www.mouvementdemocrate.fr)

### Illustration(s) :

Des responsables de fédérations centristes et des militants confient avec humour qu'ils aiment phosphorer.

© 2015 Ouest-France. Tous droits réservés.

Numéro de document : news·20150926·OF·70466203

**PUBLI-©** news·20150926·OF·70466203

Ce certificat est émis à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : **2015-09-28**

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.





Ouest-France

Toutes éditions

Actualités, dimanche 27 septembre 2015

## Le MoDem cogite sur les maux de la démocratie

Michel URVOY.

**Les universités de rentrée ne sont pas qu'un lieu d'échange politique. Hier, à Guidel (Morbihan), notre démocratie mal en point a occupé de nombreux échanges.**

Guidel De notre envoyé spécial

**« Je n'accepte pas de recevoir des leçons de patriotisme de Mme Le Pen. Et j'en ai ras-le-bol de voir certains de mes amis courir après elle. »**

L'ancien ministre et commissaire européen Michel Barnier (Les Républicains), **« européen, patriote et fier de l'être »**, a déclenché une salve d'applaudissements samedi, devant l'université d'été du MoDem à Guidel (Morbihan).

Signe que la question, aujourd'hui, n'est pas trop de savoir si François Bayrou sera ou non candidat, avec ou sans Alain Juppé. Elle est, thème central de la journée d'hier, de comprendre pourquoi nos démocraties sont malades. Et comment les guérir.

Une politique du résultat

L'économiste et sociologue Jean-Claude Casanova explique la montée des populismes par **« le choc, beaucoup plus lisible qu'autrefois, entre l'élite et les migrants, par le ressentiment à l'égard des riches et la crainte des pauvres, de l'étranger. »**

Ce que confirme Bernard Sananès (institut Elabe) quand il parle **« des peurs (déclassement, précarisation, immigration) et du sentiment d'iniquité (impôts, allocations, fraudes sociales) »**. Il en résulte, observe-t-il, que **« neuf Français sur dix pensent que les politiques ne s'occupent pas de gens comme eux »**.

Le phénomène n'est pas que français, observe Emmanuel Rivière (Eurobaromètre). On a des populismes anti-européens (Grande-Bretagne, Grèce), des populismes anti-migrations (Danemark, Pays-Bas, est de l'Europe), des populismes sociaux. Le Front national, lui, se nourrit des trois. **« Il n'y a plus d'adéquation entre les clivages de la société et l'organisation bipolaire de la vie politique. »**

**« Il y a besoin des nations pour combattre les nationalismes »**, estime Michel Barnier, et de l'Europe pour combattre les peurs. **« Il faut, dit-il, des limites, des frontières, sinon on perd les identités. »** Pire, note Casanova, l'absence de frontières **« radicalise les identités, renforce les passions. »**

Barnier en conclut, n'en déplaise à Nicolas Sarkozy : **« Il ne faut pas supprimer Schengen, il faut le faire fonctionner. »** Tout comme la Grèce a créé une capacité collective à sauver l'euro, la crise migratoire **« va nous obliger à créer une politique commune »**.

Et c'est cette politique du résultat qui pourrait changer la relation avec les citoyens : **« Dans le sentiment de ceux qui ont peur, dit encore Bernard Sananès, il y a une injonction au changement. »**

Elle passe par une nouvelle approche politique : **« Il n'y a pas d'alternative sans alliance de la droite vraiment républicaine avec un centre fort »**, martèle Michel Barnier. **« Et avec un centre gauche »**, ajoute le banquier Jean Peyrelevade.

François Bayrou, aujourd'hui, dans son discours de clôture, ne dira pas le contraire !

### Illustration(s) :

Marielle de Sarnez et François Bayrou, hier, à Guidel.

© 2015 Ouest-France. Tous droits réservés.

Numéro de document : news-20150927-OF-70468054



## Le Télégramme

Le Télégramme (Bretagne)

LORIENT

Régions, samedi 26 septembre 2015, p. MHN1

Morbihan

### B. Joncour. « Être indépendant pour être respecté »

**S'allier parce que les institutions l'exigent. Mais garder son indépendance pour être respecté. C'est tout l'enjeu auquel le Centre doit répondre, à l'occasion des élections régionales, selon Bruno Joncour, maire MoDem de Saint-Brieuc.**

Quelle stratégie a défini le MoDem en vue des élections régionales ?

La stratégie a été définie lors de notre dernier conseil national et elle sera rappelée à l'occasion de notre université de rentrée, à Guidel, ce week-end. Notre objectif est de rechercher, dans chaque région, l'union avec nos partenaires, l'UDI et Les Républicains, pour que les démarches soient cohérentes au niveau national.

Accord national, scrutin régional : est-ce qu'il n'y a pas des situations spécifiques par région ?

C'est ainsi dans toute formation politique, pour des questions de lisibilité. En 2010, nous étions partis avec des consignes différentes par territoire, et qu'est-ce qu'on a pris ! Y compris dans les urnes. Il y a une certaine rigidité de la vie politique nationale. Lorsqu'il s'agit d'enjeux électoraux, on en revient à une classification artificielle.

Cette classification vous dessert-elle ?

C'est surtout le résultat de cette vie politique bipolaire très française. D'un côté, le PS et ses mouvances, de l'autre, la droite. Que les institutions évoluent et des verrous sauteront.

UDI, MoDem, Radicaux : le dialogue serait-il différent, avec un centre uni ?

C'est lié à l'histoire du centre. L'UDF était à l'origine une fédération de mouvements. C'est une des raisons qui contribuent à la faiblesse du centre tel qu'il est perçu. Trop dispersé, alors qu'il y a peu de différence sur le plan idéologique. Tant que le centre ne sera pas uni, on ne pèsera pas autant qu'on le pourrait.

Qu'avez-vous pensé de la prise de position récente du maire UDI de Paimpol ?

Je ne me définis pas en fonction des autres. Je pense que le centre doit s'unifier pour peser et être indépendant pour se faire respecter. Il n'est pas un supplétif mais une sensibilité à part entière et il faut travailler à cette reconnaissance.

Vous êtes fidèle au MoDem depuis un certain nombre d'années...

Je suis effectivement resté fidèle malgré les épreuves. Je milite pour que l'on se rassemble autour des idées qui s'inspirent de l'humanisme. Et ce parti incarne tout à fait cela. Le MoDem est aussi présidé par quelqu'un pour qui j'ai beaucoup d'amitié. C'est peut-être une chose rare mais oui, je suis constant.

Qu'attendez-vous de ces élections régionales ?

Cela dépasse l'appartenance politique. Je serai attentif aux candidats qui travaillent à l'équilibre harmonieux des territoires en Bretagne. Il y a une forte tendance à la métropolisation, ce qui crée un véritable enjeu pour les villes que l'on appelle de façon peu élégante les villes moyennes. Le conseil régional, demain, devra en tenir compte.

© 2015 Le Télégramme (Bretagne). Tous droits réservés.

Numéro de document : news·20150926·TL·4254083

**PUBLI-©** news·20150926·TL·4254083

Ce certificat est émis à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : **2015-09-28**

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



**Le Télégramme**

Le Télégramme (Bretagne)

LORIENT

Régions, lundi 28 septembre 2015, p. MHN3

Morbihan

**François Bayrou. « Le centre doit avoir sa juste place »**

« Il ne peut pas y avoir de succès en Bretagne si le centre n'a pas sa juste place », a déclaré François Bayrou, hier, en marge de l'Université d'été du MoDem, qui a réuni 600 personnes à Guidel-Plages. Sa juste place ? « On ne demande pas grand-chose : un nombre raisonnable de représentants qui permettent d'assurer aux citoyens qu'ils seront entendus », ajoute le président du MoDem, qui plaide pour « une alliance (avec Les Républicains et le centre droit, NDLR), dès le premier tour, à condition que l'équilibre soit trouvé ».

« Le centre, pilier de la vie démocratique bretonne »

Une juste place dans une région où l'électorat centriste s'est érodé (moins de 200 adhérents MoDem dans le Morbihan). « Ce qui s'est érodé doit se reconstruire. Le PS a injustement occupé cet espace. Notre choix est de rétablir le centre, ce pilier de la vie démocratique bretonne », déclare François Bayrou. Le président du MoDem a aussi appelé à faire de ces régionales un « vote sanction » contre le PS et le gouvernement. « Nous avons un devoir d'opposition... Nous aurions voulu que les élections régionales fussent des élections régionales. Elles seront nécessairement nationales. Soit... Nous exprimerons notre réprobation dans ce scrutin ». Pas de quoi, pour l'instant, résoudre l'équation centriste (MoDem et UDI) - Les Républicains en Bretagne (Le Télégramme de samedi).

« Le compte n'y est pas »

« Dans le cadre de cette stratégie d'union pour les régionales, il faut que les sensibilités et les territoires soient équitablement représentés », assène Bruno Joncour, maire MoDem de Saint-Brieuc. Et « aujourd'hui, le compte n'y est pas. Je souhaite que François Bayrou, comme il s'y est engagé, puisse faire savoir aux différents responsables politiques que l'ensemble des sensibilités doit être considéré ». Pour l'élu briochin, « ce n'est pas une question mathématique. Nous devons être associés à la définition du projet régional ».

Le Morbihan : exemple à suivre

« Je sais l'adhésion d'un très grand nombre d'entre vous sur l'analyse et la volonté de Bruno Joncour de faire de ces élections régionales autre chose qu'un simple affrontement partisan, d'appareils... Un équilibre nécessaire doit être trouvé dans les équipes. Je m'adresserai aux responsables concernés en ce sens », a confirmé François Bayrou dans son discours. L'exemple à suivre : le Morbihan, où Christine Le Strat, maire MoDem de Pontivy, fera équipe avec David Robo, maire de Vannes Les Républicains, aux régionales. « Les autres départements doivent s'en inspirer », conclut Bruno Joncour.

**Illustration(s) :**

Photo Claire Marion

François Bayrou plaide pour « une alliance dès le premier tour à condition que l'équilibre soit trouvé ».

© 2015 **Le Télégramme (Bretagne)**. Tous droits réservés.

Numéro de document : news-20150928-TL-4264667

**PUBLI-©** news-20150928-TL-4264667

Ce certificat est émis à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : **2015-09-28**

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



## **MoDem**

### **Présidentielle : Bayrou candidat si...**

François Bayrou, qui réunit ses troupes ce week-end en Bretagne, est toujours « prêt à aider » Alain Juppé mais ne néglige pas l'option de se présenter lui-même si Nicolas Sarkozy remporte la primaire à droite.

Pour le maire de Pau et président du MoDem, déjà candidat trois fois à la présidentielle (2002, 2007 et 2012), « le paysage politique est en train d'exploser ».

Depuis qu'Alain Juppé a annoncé sa candidature à la primaire l'an dernier, son voisin béarnais se dit « prêt à l'aider ». Certes, il « n'est pas d'accord » avec lui « sur tous les sujets » mais il juge que le maire de Bordeaux est « le mieux placé ».

Un soutien que le président de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde, juge toutefois « aléatoire », soupçonnant le président du MoDem de vouloir en fait se lancer à tout prix dans une quatrième aventure présidentielle. Non, rétorque Marielle de Sarnez, numéro deux du MoDem, ce soutien est « tout sauf aléatoire », il est « volontaire et déterminé ».

Reste que depuis le retour de Sarkozy il y a tout juste un an, François Bayrou ne fait pas mystère qu'il se lancera si l'ancien chef de l'État emporte la primaire.

« Alors, je serai libre » est la formule répétée à l'envi, « libre » de représenter la famille politique centriste, actuellement éclatée entre l'UDI - qui connaît de gros tiraillements - et le MoDem. Il se considère un peu comme « le chef de famille », d'autant plus que Jean-Louis Borloo s'est retiré de la vie monde politique. « Je ne me déroberai pas », assure-t-il encore.